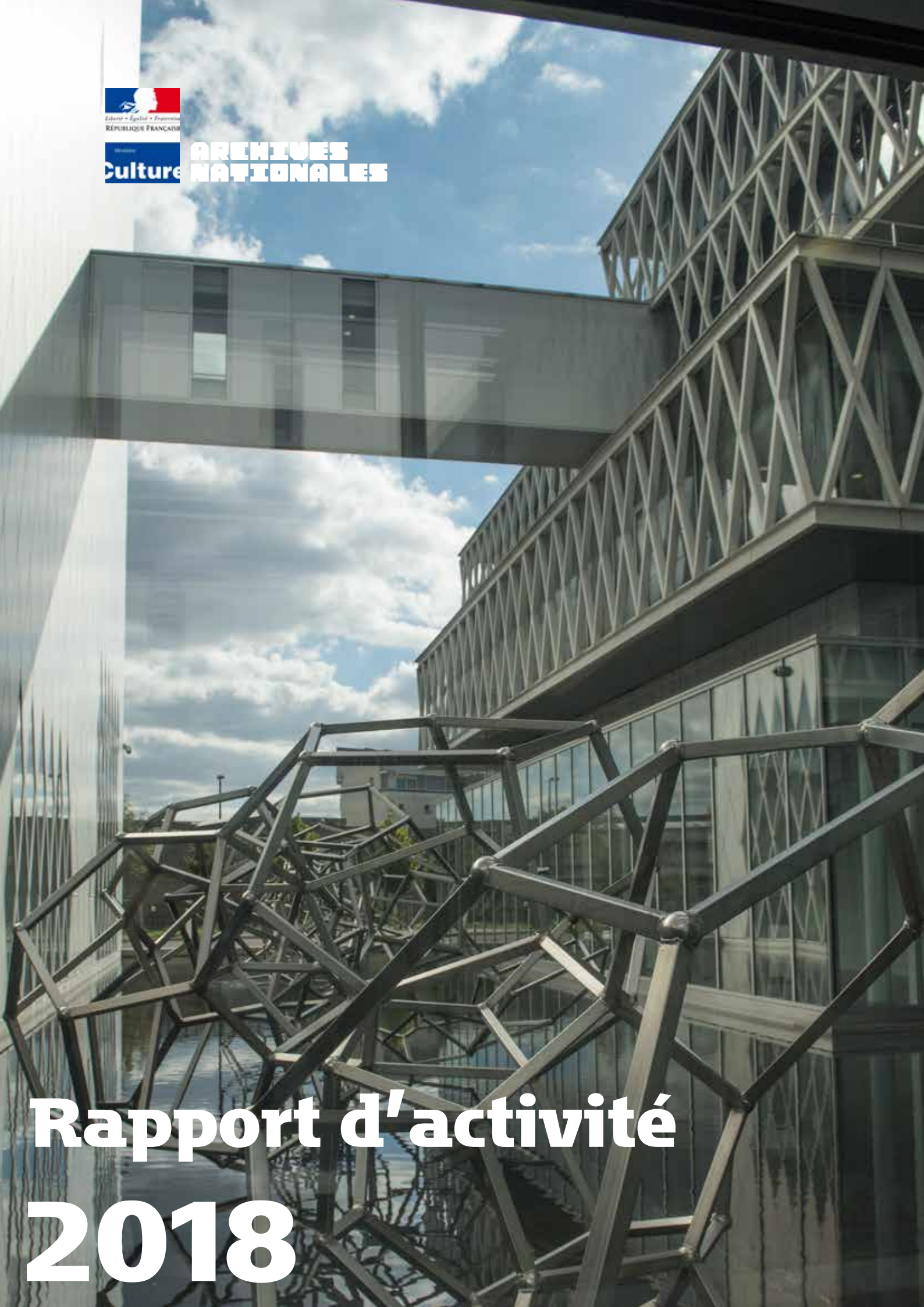


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Culture

ARCHIVES NATIONALES

Rapport d'activité 2018

Les faits marquants

Les Archives nationales en bref
Les moments importants
Les chiffres clés

1 – Les chantiers « Fontainebleau » de 2018

2 – Le traitement et la valorisation des fonds

3 – Le numérique aux Archives nationales

4 – La conservation

5 – Les formations et les partenariats

6 – La valorisation culturelle, pédagogique et artistique

7 – La valorisation du patrimoine architectural du site parisien

ANNEXES

Annexe 1 – Organigramme
Annexe 2 - Colloques et journées d'étude
Annexe 3 – Conférences et tables rondes
Annexe 4 – Prêts aux expositions
Annexe 5 – Publications
Annexe 6 – Exécution budgétaire

Les faits marquants

Durant l'année 2018, plusieurs gros chantiers structurels ont été menés dans le contexte de la fermeture à venir du site de Fontainebleau.

La fin de l'année 2018 correspond à la fin de la première période de restructuration du site de Fontainebleau, avec notamment l'accompagnement personnalisé et le reclassement de chacun des agents concernés. Restent donc sur le site l'équipe de restructuration à proprement parler, ainsi que les agents faisant valoir leurs droits à la retraite d'ici la fin de l'année 2020.

Cette période se termine également par l'arrivée sur le site de Paris du département de l'Archivage électronique et des archives audiovisuelles [DAEAA] jusque-là implanté sur le site de Fontainebleau, permettant ainsi d'améliorer encore la collaboration étroite de ses agents avec l'équipe ADAMANT (plate-forme d'archivage électronique).

C'est également en avril 2018 que s'est achevé le transfert des 10 kilomètres linéaires d'archives inondés en juillet 2015, qui ont donc été entièrement traités, dépoussiérés et progressivement réouverts à la communication. De même a été préparé le marché pour le transfert à venir des 60 kilomètres linéaires d'archives restant sur le site, qui débutera en septembre 2019, pour une durée de 18 mois.

Pour préparer ce déménagement, plusieurs chantiers vont se mettre en place en 2019 sur le site de Fontainebleau : chantier des fonds audiovisuels, chantiers de dépoussiérage, de reconditionnement, de traitement sur les archives relatives aux comptabilités locales de la fin du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècles.

En parallèle s'est ouvert le chantier du différé sur le site de Pierrefitte-sur-Seine : l'équipement en rayonnages des magasins encore vides, qui offrira une capacité supplémentaire de 108 kilomètres linéaires de conservation.

En outre, l'élaboration du programme de la future extension sur la réserve foncière du site de Pierrefitte-sur-Seine démarrera aussi en 2019 par convention avec l'OPPIC [opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture].

Enfin, l'architecte chargé de la construction d'un restaurant administratif sur ce même site a été choisi à la fin de l'année 2018. Viendra ensuite la préparation du marché pour le choix du concessionnaire. L'ouverture du restaurant est prévue au début de l'année 2021.

Sur le site de Paris, l'année 2018 a vu le démarrage du projet CAMUS (regroupement immobilier de services de l'administration centrale du ministère de la Culture), destiné à préparer l'arrivée d'ici la fin de l'année 2021 des agents, notamment, de la direction générale de la Création artistique sur le quadrilatère, ainsi que la mise en œuvre de la phase dite 0 du schéma directeur immobilier des Archives nationales.

Durant l'année 2019 un bâtiment modulaire sera mis à la disposition des agents des Archives nationales dans la cour des Grands Dépôts, afin d'accueillir provisoirement les agents qui occupaient jusque-là des locaux dans les bâtiments relevant désormais de la partie CAMUS, ainsi que les personnels installés dans des bureaux côté Archives nationales où interviendront des travaux sur les huisseries et les façades.

C'est également en 2019 que démarreront tous les travaux sur le clos et le couvert au titre des monuments historiques, ainsi que les travaux tant attendus de réfection de la toiture du grand et du petit Caran [Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales]. Ces travaux auront pour conséquence, durant quelques mois, l'ouverture d'une salle de lecture provisoire au petit Caran, dans lequel s'installeront ensuite définitivement les agents du département du Minutier central des notaires de Paris.

Au titre de ces travaux, seront ainsi rénovés des zones entières de bureaux et des locaux de travail jusqu'alors dans un très mauvais état ; la Salle des gardes de l'hôtel de Soubise, qui accueille les expositions temporaires, sera rendue accessible aux personnes à mobilité réduite avec l'installation d'un ascenseur ; l'ensemble des locaux techniques seront remis à niveau et les Grands Dépôts commenceront à être rénovés.

C'est ainsi que, durant les années 2018 et 2019, seront entièrement rénovés les second et troisième étages du magasin dit Louis-Philippe, avec des travaux d'isolation, d'éclairage, de signalétique et de mise en propreté.

Les années 2018 et 2019 seront également consacrées à de très importants chantiers des fonds et de transfert concernant les minutes notariales actuellement encore conservées dans le magasin « Temple ». Près de 15 kilomètres linéaires de minutes (dont les plus anciennes) sont concernés par ce déménagement.

D'autres chantiers structurels ont ponctué l'année 2018 : pour la deuxième fois, l'organisation d'un recrutement sans concours pour le site de Pierrefitte-sur-Seine a permis de recruter, sur plus de 500 candidatures reçues, 12 lauréats de la liste principale dès le 2 janvier 2019.

Pour la première fois, a été organisée, le 19 juin, une « journée des Archives nationales » rassemblant l'ensemble des agents. Chacun d'entre eux a reçu un livret rassemblant les réponses aux dizaines de questions posées en amont. La matinée a permis la présentation par le comité de direction des grands enjeux de l'institution. L'après-midi a été consacré à des ateliers de découverte (paléographie, trésors des Archives nationales, enluminures, etc.) ou à des tables rondes d'échanges sur des thématiques proposées par les chefs de service et de département.

Au-delà de ces chantiers structurels, l'année 2018 a été l'année du numérique : foisonnement des projets participatifs, ouverture de la plate-forme *Testaments de Poilus* permettant de transcrire en mode collaboratif (au format TEI) les testaments trouvés dans les minutes notariales ; présentation des résultats prometteurs de reconnaissance automatique des caractères manuscrits des XIII^e^ et XIV^e^ siècles avec le projet HIMANIS, type d'opération qui se fait aussi à partir des répertoires des notaires du XIX^e^ siècle avec le projet LECTAUREP mené avec l'INRIA ; promesses du web des données et du graphe des connaissances sur la toile avec le prototype PIAAF, réalisé avec le Service interministériel des Archives de France [SIAF] et la Bibliothèque nationale de France, qui consiste en un prototype de visualisation des métadonnées archivistiques. Ces promesses se prolongeront en 2019 avec le travail mené sur le référentiel des fonctions aux Archives nationales, l'utilisation d'outils de conversion de ressources volumineuses (notices producteurs) vers le format du web sémantique (RDF), ou encore la constitution d'un référentiel unique des agents.

Je mentionnerai également l'organisation, entre le 7 et le 9 décembre 2018, du premier hackhathon des Archives nationales, sur la thématique de la citoyenneté, autour de 8 jeux de données permettant, au-delà des premières réflexions du barcamp organisé en décembre 2017, de prolonger la réflexion et d'imaginer de nouveaux usages et services pour nos usagers, au-delà de la consultation linéaire des archives papier et numérisées. Les projets présentés, les prototypes réalisés permettront en 2019 d'imaginer les nouvelles fonctionnalités d'accès et de consultation des ressources numériques des Archives nationales (inventaires, référentiels, archives numérisées, index, données nativement numériques). Ces réflexions s'inscrivent dans le prolongement de la volonté d'ouvrir gratuitement l'ensemble de ces ressources.

Le grand événement numérique de l'année a été l'ouverture de la plate-forme d'archivage électronique, le 29 novembre dernier, à la date prévue. Il s'agit du programme ADAMANT qui s'intègre dans le grand projet interministériel VITAM, qui va désormais permettre de prendre en charge les données nativement numériques, de les conserver et d'y donner accès.

Il s'agit à la fois d'un projet informatique, avec le développement du système d'information archivistique [SIA] dans sa version 3 qui intègre donc les modules d'archivage électronique et s'appuie sur le logiciel VITAM, et d'un projet de développement progressif des fonctionnalités de prise en charge et d'intégration, puis de consultation et d'accès. C'est aussi un projet d'acculturation des agents de la direction des Fonds et des Missions des archives dans les ministères aux archives numériques avec la conduite de nombreux « chantiers numériques ». C'est enfin un projet de reprise des données du patrimoine numérique des Archives nationales constitué depuis 40 ans (50 To de données, 250 millions de fichiers).

Cette réalisation s'inscrit dans une réflexion menée avec nos usagers : communautés constituées à l'occasion du hackathon, mais également communautés des chercheurs (économistes, sociologues, historiens) qui travaillent déjà sur les données nativement numériques.

Pendant ce temps, les travaux de la direction des Fonds ont toujours été aussi intenses : publication d'inventaires multiples liés à la Seconde Guerre mondiale ; inventaire des archives de Michel Debré collectées à l'origine par la Fondation nationale des sciences politiques [FNSP] ; mise en ligne des photographies des Gouvernements de la France, ou encore ouverture du mini-site sur la Libération de Paris ou du dossier sur le 60e anniversaire de la Constitution de 1958. Le partenariat fructueux noué avec la FNSP s'est poursuivi avec l'organisation de séminaires de master ou encore la tenue d'un colloque sur Michel Rocard.

La panthéonisation de Simone Veil a donné lieu à plusieurs événements scientifiques : la publication de l'inventaire de ses archives, la réalisation d'un documentaire à partir de ces mêmes archives avec la chaîne Public Sénat ou encore l'élaboration d'une exposition sur panneaux présentée sur les grilles du site de Pierrefitte-sur-Seine.

De même a été organisée, le 9 juin, à l'occasion de la Journée internationale des archives, une manifestation autour de la grande collecte des archives des femmes au travail. Cette journée s'inscrivait dans le droit fil de l'initiative *« Aux archives citoyennes ! »*, qui a permis de mettre en œuvre des événements, des débats, des expositions autour de femmes scientifiques, migrantes, engagées, de culture, etc.

2018 a été également l'occasion de la dernière grande collecte 14-18 avec la publication de l'inventaire des archives données et déposées en 2013-2014 et leur numérisation, la conception d'une exposition à cet effet et l'organisation d'une dernière grande collecte le 10 novembre. C'est dans ce cadre qu'ont été valorisées les archives de la mission Blaise Diagne.

Comme chaque année, de nombreuses journées d'étude ont été organisées sur les thématiques les plus variées : les architectes du Grand Siècle ; les associations de protection de la nature face à leur mémoire ; l'histoire maritime ; la base des dénaturalisations, *Denat*, constituée aux Archives nationales ; Mai 68 ; le théâtre de Chaillot ; l'histoire du musée du Luxembourg ; Abdelmalek Sayad ; Gabriel Le Bras ; le couple Pompidou et l'art ; les mémoires coréennes.

Deux journées professionnelles ont été organisées, l'une par les Archives nationales autour des problématiques de conservation, de restauration, ou de plans de sauvegarde ; l'autre par le service éducatif des Archives nationales et le SIAF sur l'éducation artistique et culturelle.

En parallèle de ces activités, un travail fondamental a été accompli sur les déclassifications, avec l'élaboration d'un vade-mecun partagé, tandis que l'ensemble des déclassifications rendues nécessaires avec l'ouverture des archives de la Seconde Guerre mondiale ont été menées à bien.

Tout cela ne serait pas complet sans évoquer l'activité foisonnante de la direction des Publics dans les salles de lecture, d'abord, avec une attention forte portée aux attentes des lecteurs *via* le comité des usagers régulièrement réuni, mais également vers les autres publics. Cette année, après l'exposition sur les architectes du Grand Siècle, la grande exposition portait sur *Mai 68. Les archives du pouvoir*, avec un prolongement sur le site de Pierrefitte-sur-Seine autour des *Voix de la contestation*. Sur ce même site, a également été proposée une exposition totalement audiovisuelle, *Rappelle-toi Barbara*, avec des interviews et des films, réalisés par Maureen Ragoucy, de femmes qui étaient des adolescentes durant la Seconde Guerre mondiale. Notons enfin que le site de Paris a aussi accueilli l'exposition *Patrice Chéreau à l'œuvre*.

Les réalisations au titre de l'action artistique et culturelle ont été nombreuses, portées notamment par le service éducatif : journée exceptionnelle autour du *Destin du nouveau Siècle* d'André Campra ; *Musique et création dans l'univers concentrationnaire nazi* » ; ciné-concerts accompagnant les expositions sur Mai 68 ; résidence pédagogique du quatuor *Ellis*. De même, les actions culturelles menées aux côtés de Pôle Sup 93, en direction du quartier des Quatre-Chemins entre Aubervilliers et Pantin, se sont fortement développées autour de la thématique de la contestation de Mai 68, puis de la police des Lumières, sujet d'une prochaine exposition des Archives nationales, autour de nombreux ateliers (musique, théâtre, arts graphiques, vidéos, prises de paroles), et de représentations associant les jeunes, les familles, ou encore les femmes seules de ces territoires.

Françoise Banat-Berger

Les Archives nationales en bref

Les moments importants de l'année 2018

Janvier

Lancement du blog « Archives nationales participatives », sur la plate-forme hypotheses.org, qui présente les projets collaboratifs de transcriptions, d'annotations et d'indexations de l'institution

30 janvier

Ouverture de la plate-forme *Testaments de Poilus*

16 février

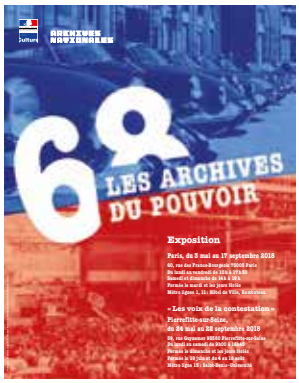
Journée d'étude *Architectes du Grand Siècle : du dessinateur au maître d'œuvre*

6 avril

Journée d'étude *Les associations de protection de la nature face à leur mémoire : amnésie ou transmission ?*

23 avril

Journée d'étude *Histoires partagées France/Australie. Imagination, exploration, mémoire*



2 mai

Vernissage de l'exposition *68. Les archives du pouvoir* (site de Paris)

16-19 mai

Colloque *Les mondes de 68*

17-18 mai

Colloque *Michel Rocard, Premier ministre. La « deuxième gauche » et le pouvoir, 1988-1991*

24 mai

Vernissage de l'exposition *68. Les archives du pouvoir. Les voix de la contestation* (site de Pierrefitte-sur-Seine)

29 mai

Journée d'étude *Reconnaissance par ordinateur des écritures anciennes : le projet HIMANIS*

9 juin

Grande collecte des archives des femmes au travail (sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine)

14-15 juin

Journées d'étude *Chaillot, lieu de tous les arts* (Archives nationales et Bibliothèque nationale de France)

15-17 juin
Accueil aux Archives nationales des Journées nationales et du Village de l'archéologie (site de Paris)

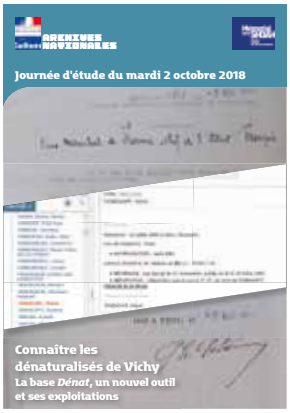
21 juin
Dans le cadre de « Aux archives, citoyennes ! », les Archives nationales accueillent l'orchestre Divertimento, sous la houlette de la cheffe d'orchestre Zahai Ziouani

5 juillet
Signature de la convention de partenariat entre les Archives nationales et l'Institut Georges-Pompidou

Août
Ouverture du site *Août 44. Regards croisés sur la libération de Paris*

25 septembre
Soirée *Le cloître et la prison. Les espaces de l'enfermement.* Lancement d'une plate-forme interactive

26-28 septembre
Journée d'étude *L'émigration-immigration comme « fait social total », retours sur les travaux et la pensée d'Abdelmalek Sayad*



Octobre
Le catalogue de l'exposition *Dessiner pour bâtir. Le métier d'architecte au XVIIe siècle* reçoit le prix annuel décerné par l'Académie d'architecture

2 octobre
Journée d'étude *Connaître les dénaturalisés de Vichy. La base* Dénat, *un nouvel outil et ses exploitations*

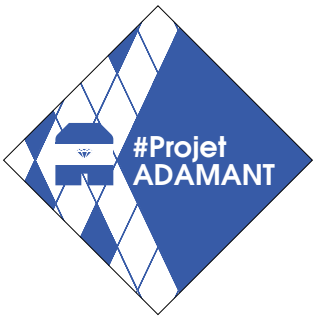
10-12 octobre
Journée d'étude *L'art contemporain et le musée : du musée du Luxembourg à aujourd'hui (1818-2018)*

11 octobre
Vernissage de l'exposition *Rappelle-toi Barbara, des femmes racontent la Seconde Guerre mondiale* (installation audiovisuelle) sur le site de Pierrefitte-sur-Seine

23 octobre
Vernissage de l'exposition *Patrice Chéreau à l'œuvre*

9 novembre
Soirée pour les donateurs et déposants, présentant l'exposition réalisée sur la Grande Collecte 1914-1918 organisée en 2013-2014

10 novembre
Grande Collecte 14-18



16 novembre
Journée d'étude *Parler de la mer et de son histoire. La place de l'histoire maritime en France au xxie siècle*

29 novembre
Soirée *Georges et Claude Pompidou : un couple présidentiel et l'art*

29 novembre
Ouverture de la plate-forme d'archivage électronique ADAMANT

4-5 décembre
Colloque *Frontières du temps. Archives, mémoires et créations. France et Corée contemporaines*

5 décembre
Journée d'étude *Gabriel Le Bras (1891-1970), canoniste*

7-9 décembre
Hackathon des Archives nationales sur la thématique de la citoyenneté

Décembre
Transfert du département de l'Archivage électronique et des archives audiovisuelles [DAEAA] du site de Fontainebleau vers le site de Paris

Les chiffres clés

Collecter

◊ Métrage linéaire et volumétrie des archives conservées au 31/12/2018

362 kilomètres linéaires
57 To d'archives nativement numériques (soit 198 millions de fichiers)

◊ Accroissement des fonds

Archives publiques : **3,5** kilomètres linéaires et **4,8** To d'archives nativement numériques
Archives privées : **1** kilomètre linéaire

Classer/conserver

◊ Classement des fonds

97 % des fonds classés aux Archives nationales

◊ Préservation et restauration des archives

2904 mètres linéaires conditionnés ou reconditionnés
1102 mètres linéaires dépoussiérés
5281 pièces restaurées
198 sceaux traités

◊ Numérisation des fonds

1 316 143 vues réalisées en 2018
8 156 682 ressources numérisées consultables sur place en intranet
7 566 757 ressources numérisées consultables sur le site Internet

Communiquer

◊ Fréquentation des salles de lecture

16 942 lecteurs inscrits
137 214 communications

◊ Instruction des demandes de recherche/dérogation

15 836 demandes de recherche par correspondance
1 868 demandes de consultation par dérogation aux règles de communicabilité des archives publiques
6013 articles communiqués par dérogation aux règles de communicabilité des archives publiques

Faire connaître

◊ Fréquentation de la salle des inventaires virtuelle

6 415 051 pages vues
754 473 visites
619 185 visiteurs uniques

◊ Fréquentation du site institutionnel

14 499 342 pages vues
993 924 visites
518 514 visiteurs uniques

◊ Réseaux sociaux
18 400 abonnés Facebook
26 500 abonnés Twitter
1 440 abonnés Instagram (création du compte en mai 2018)
29 850 vues sur YouTube pour l'année 2018
17 560 vues sur Dailymotion pour l'année 2018

Accueillir *(visiteurs hors salle de lecture)*

◊ Service éducatif
13 160 élèves et étudiants accueillis
516 professeurs accueillis dans le cadre de la formation initiale et continue

◊ Expositions
9 expositions organisées
287 documents d'archives prêtés à des expositions extérieures

◊ Colloques et journées d'étude
22 colloques et journées d'étude organisés ou coorganisés par les Archives nationales
6 colloques ou journées d'étude accueillis et soutenus par les Archives nationales
13 colloques ou journées d'étude soutenus par les Archives nationales
30 conférences et tables rondes dont 3 dans le cadre des expositions

◊ Manifestations culturelles
132 132 visiteurs accueillis

Administrer

◊ Effectifs au 31 décembre 2018
464,10 ETP [équivalent temps plein]

◊ Formation
2 094 jours de formation professionnelle
459 agents concernés

◊ Budget
Fonctionnement : **9,94** M€
Investissement : **5,57** M€
Total : **15,51** M€

◊ Marchés et conventions
39 marchés notifiés
126 conventions passées

1/ Les chantiers « Fontainebleau » de 2018

À la suite de la parution, en novembre 2016, de l'arrêté portant restructuration du site de Fontainebleau, une équipe de restructuration a été installée le 10 mars 2017. Elle est chargée de la préparation de la fermeture du site, assure des missions scientifiques, techniques et de support (fonctionnement général du site).

Cette équipe est composée actuellement de 13 agents et peut être renforcée ponctuellement par le recours à des agents vacataires en fonction de son activité.

Une conservatrice de la direction des Fonds et un ingénieur de la direction administrative et financière apportent leur concours à l'activité de cette équipe, coordonnée par la responsable administrative et financière du site.

Les effectifs du site

Au 31 décembre 2018, 19 agents sont présents sur le site. Outre les 13 agents de l'équipe de restructuration, sont également présents 6 agents qui partiront à la retraite avant le 31 décembre 2020. Il n'y a plus d'agent en recherche de poste, tous ayant retrouvé une nouvelle affectation. Les 4 agents du département de l'Archivage électronique et des archives audiovisuelles, qui étaient en résidence administrative à Fontainebleau, ont été transférés sur le site de Paris en décembre 2018.

© Arch. nat./pôle image

L'experte scientifique qui intervenait en appui de l'équipe de restructuration a quitté les Archives nationales le 31 décembre 2018.

Les bâtiments

Depuis juin 2017, les Archives nationales ont repris à leur charge la location du bâtiment modulaire qui, depuis 2014, héberge l'ensemble des agents du site.

À la fin de l'année, le bâtiment dit « administratif » a été fermé, après le déménagement par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre d'environ 8 kilomètres linéaires d'archives qui y étaient conservées. Il est désormais inexploité.

Le protocole d'accès aux Unités 1 et 2, fermées depuis mars 2014, a été confirmé par les autorités et les bureaux d'étude et ces bâtiments sont accessibles trois jours par semaine.

L'activité de l'équipe de restructuration

Les vérifications sanitaires réalisées en 2017 ont permis de mettre en évidence la nécessité de traiter 3 kilomètres linéaires de fonds d'archives jugés intransportables en l'état vers Pierrefitte-sur-Seine. Parmi ces fonds, 1 kilomètre linéaire a été identifié comme ayant des spores actives qui nécessitaient une décontamination par rayonnement Gamma. Un marché public d'un montant d'environ 250 k€ a été contracté avec le groupement A2C-BOVIS pour réaliser ces prestations. Il a été notifié en septembre 2018 et les prestations seront exécutées de février 2019 à mars 2021.

Afin de limiter les transferts inutiles, toutes les éliminations réglementaires possibles ont été réalisées avant le début des transferts vers Pierrefitte-sur-Seine. Ainsi 1 148 mètres linéaires, soit près de 2 % des 60 kilomètres à transférer au total de Fontainebleau à Pierrefitte-sur-Seine, ont fait l'objet d'une destruction sécurisée. Les documents dont la durée d'utilité administrative court jusqu'en décembre 2020 sont restés stockés sur le site de Fontainebleau dans un magasin dédié afin de ne pas être déménagés et ils seront détruits à la date réglementaire.

Les 7 000 bandes historiques d'archivage devenues obsolètes avec la mise en production du système d'information archivistique [SIA] en 2012, contenues dans la bandothèque de Fontainebleau, ont été détruites. Ce sont ainsi au total près de 14 000 supports numériques (bandes magnétiques, DVD, cassettes VHS, CD-ROM, etc.) qui auront été éliminés.

Le site de Fontainebleau stockait, pour le compte d'institutions tierces, des archives dans le cadre de conventions spécifiques. Cela concernait l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer [ANIFOM], les Écoles d'arts américaines de Fontainebleau, le Comité international pour l'audiovisuel et les technologies de l'image, section audiovisuelle de l'ICOM [AVICOM], les archives des victimes des conflits contemporains à Caen, l'Institut national de la propriété industrielle [INPI] à Compiègne. Tous ces transferts ont été réalisés par des transporteurs externes pour le compte des Archives nationales. Ils ont représenté un total de près de 9 kilomètres linéaires.

Les Archives nationales ont fait appel à un prestataire de service spécialisé pour le récolement et le bilan sanitaire des supports numériques conservés à Fontainebleau. Cette opération s'est déroulée d'avril à octobre 2018 pour un coût de 72 k€. Ce contrôle a mis en évidence la nécessité de procéder au reconditionnement de 2 000 bobines de 16 et 35 mm qui, pour certaines, ne disposent même pas de boîtes de rangement. Ce reconditionnement, compte tenu de sa spécificité technique, sera également réalisé par un prestataire spécialisé en 2019.

L'ordre d'extraction des versements a été établi en prenant en compte, d'une part, les demandes spécifiques de chaque département de la direction des Fonds et, d'autre part, les recommandations du bureau d'études SETEC chargé de la surveillance des bâtiments. Les fonds seront extraits en parallèle des Unités et des autres bâtiments conservant des archives, le Transitoire et le Provisoire, afin d'optimiser au maximum le temps de travail disponible et de limiter la durée du chantier. Le travail de construction du fichier d'extraction, qui aura duré près de 6 mois et qui repose sur un important travail d'analyse des besoins des départements des Fonds, permet, par projection, de fournir au prestataire l'ordre de réimplantation des versements ainsi que les magasins de destination du site de Pierrefitte-sur-Seine.

L'appel d'offres pour le marché de transfert des fonds de Fontainebleau à Pierrefitte-sur-Seine a été publié le 30 août 2018. Les 2 lots ont été attribués le 10 décembre 2018 : à la société CAILLE pour le lot 1 (transfert des archives audiovisuelles) pour un montant de 45 K€ pour une durée d'un mois ; au groupement A2C-BOVIS pour le lot 2 (transfert des archives papier) pour un montant de 1,6 M€. Ce dernier devrait durer 18 mois compte tenu des contraintes d'extraction imposées (poids et nombre d'agents intervenant dans les unités en simultané). Les transferts devraient débuter en septembre 2019.

Afin de procéder à une levée de doute sur l'exposition potentielle des archives à un empoussièrement amianté, un marché de prestations de service à bons de commande constitué en deux lots a été établi. Le lot 1 a été notifié à la société QUALITAT EXPERTISE pour les mesures d'empoussièrement d'air et pour les prélèvements par lingettes ; le lot 2 relatif à la fourniture, à l'installation de l'atelier mobile et à la réalisation des manipulations d'archives en simulation d'activité, a été notifié à la société ONET.

La première compagne de simulation, concernant les fonds Jeunesse et Sports, s'est déroulée du 16 octobre au 8 novembre 2018. Les mesures ont révélé l'absence de fibres d'amiante. L'embargo sur les versements bloqués a donc été levé à la fin du mois de novembre 2018. La seconde campagne de simulation, qui concernait les fonds « Jussieu », s'est déroulée du 22 octobre au 20 novembre 2018. Les

mesures ont également révélé l'absence de fibres d'amiante. L'embargo sur les versements concernés a été levé à la mi-décembre 2018.

Après le bilan sanitaire réalisé en juillet 2018, les 31 maquettes d'architectes pouvant être récupérées ont été transportées à Pierrefitte-sur-Seine pour y être dépoussiérées et rangées dans les magasins dédiés aux cartes et plans. Les 37 autres jugées trop dégradées pour être conservées ont été détruites après avoir reçu l'accord de la Mission Culture.

Les suites du sinistre de juillet 2015

L'opération de traitement, de dépoussiérage et de reconditionnement des 12,5 kilomètres linéaires de fonds contaminés à la suite d'une inondation s'est achevée en juillet 2017. Le transfert des autres fonds, depuis le lieu de stockage après traitement vers le site de Pierrefitte-sur-Seine, commencé en novembre 2017, s'est achevé en avril 2018.

© Arch. nat./pôle image

2/ Le traitement et la valorisation des fonds

Présenter en quelques lignes les activités de traitement et de valorisation des fonds au cours de l'année 2018 relève de l'impossible, tant les actions portent sur des sujets variés et sont d'importance variable, de la reprise de quelques analyses dans des instruments de recherche à la mise en ligne de plusieurs centaines de milliers d'images numériques en salle des inventaires virtuelle en passant par des entrées de fonds exceptionnels ou la participation à des opérations nationales de collecte sur les archives des femmes au travail ou encore les commémorations de la Première Guerre mondiale. C'est la vocation première et essentielle de l'institution que de mettre à disposition, sans délai et avec rigueur, les fonds d'archives dont elle a la responsabilité.

De nombreux fonds ont ainsi été valorisés dans le cadre des actions du projet scientifique, culturel et éducatif [PSCE], que ce soit dans le domaine consacré aux archives des hommes et des femmes politiques, grâce notamment au partenariat avec la Fondation nationale des sciences politiques, que dans le cadre des projets partenariaux très multiples que les Archives nationales entretiennent avec le monde de la recherche, ou, plus simplement, dans le développement de projets collaboratifs. On trouvera plus loin des focus sur certains des fonds valorisés dans le cadre de ces partenariats.

En 2018, les Archives nationales ont reçu plus de 3,5 kilomètres linéaires de versements d'archives publiques papier et 4,8 To d'archives publiques nativement numériques.

Parmi ceux-ci, on distinguera particulièrement les ensembles suivants :

- pour la présidence de la République, la suite des versements de la présidence de François Hollande, notamment des archives du secrétaire général adjoint de la Présidence, Emmanuel Macron ;

- pour les services du Premier ministre, les archives des cabinets de Marylise Lebranchu, Manuel Valls, Jean-Marc Ayrault, Thierry Mandon, Bernard Cazeneuve et Roger Romani ;

- pour le pôle Justice, les archives des cabinets de François Bayrou et de Christine Taubira ; les dossiers relatifs à la politique pénale internationale en matière de lutte contre la drogue ; les dossiers de déplacements d'enfants et de droit de visite ;

- pour le pôle Intérieur, les archives des cabinets de Pierre Joxe, Brice Hortefeux, Claude Guéant et Philippe Richert ;

- pour le pôle Éducation, la suite des archives historiques de l'École normale supérieure, de l'Académie de France à Rome ou de l'École française de Rome ;

- pour le pôle Culture, la suite des archives du cabinet de Frédéric Mitterrand ; les archives de la direction et des collections photographiques du Théâtre national de Chaillot, les archives de la famille Fratellini ;

- pour le pôle Affaires sociales, les archives l'Inspection du travail ;

- pour le pôle Agriculture, les archives du haras des Bréviaires ;

- pour le pôle Urbanisme, la photothèque du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme puis du ministère de l'Équipement [MRU] avec sa documentation associée.

Les minutes et répertoires de notaires parisiens ont révélé, entre autres, le contrat de mariage de Charles Péguy, celui de Boris et Françoise Dolto, les testaments de Rémy de Gourmont, de Roland Garros et d'Isaac de Camondo, ainsi que la vente par administrateur provisoire de la société Wildenstein.

Du point de vue des archives privées, plus d'un kilomètre linéaire est entré par voie d'achat, de don ou de dépôt. Parmi les plus remarquables, on notera les archives de l'avocat Auguste Champetier de Ribes, un complément de celles d'Antoine Veil et de son épouse Simone Veil, celles du Parti radical auxquelles s'ajoutent les archives des résistants Louis Lalanne et Noëlla Rouget.

Les focus qui suivent ne témoignent que des opérations les plus remarquables. Celles-ci sont fondées sur le socle d'un travail difficilement quantifiable, mais combien réel, qui abonde essentiellement la salle des inventaires virtuelle et qui permet aux archivistes de mettre à la disposition de tous, chercheurs ou curieux, un patrimoine commun.

Le fonds du Laboratoire de graphique de Jacques Bertin : une mine d'or en cartes

Carte manuscrite de F. Braudel. © Arch. nat./pôle image

Les travaux du Laboratoire de graphique de l'École des hautes études en sciences sociales [EHESS], fondé en 1954 par Jacques Bertin et dont les archives sont conservées par les Archives nationales, ont eu une portée internationale dans la restitution visuelle des données chiffrées – spacialisées ou non – traduites en cartes ou schémas. Le laboratoire a acquis et produit un grand nombre de cartes et de schémas qui, aujourd'hui encore, restent souvent inaccessibles en format numérique. En 2018, le projet « Valorisation du fonds cartographique du Laboratoire de graphique de l'EHESS » a été porté par la plate-forme géomatique de l'EHESS avec un financement de la COMUE PSL. La participation des Archives nationales à ce projet a consisté, d'une part, en la numérisation, en 2017, de 224 cartes « Afrique », qui ont ensuite été géoréférencées, et, d'autre part, en l'aide apportée à la constitution d'une base informatique sur les données planimétriques contenues dans le fonds Bertin des Archives nationales. Une interface a été créée par l'EHESS pour la diffusion des documents numérisés de la base de données : http://psig.huma-num.fr/omeka-s/s/Bertin/page/Accueil. Ce projet devrait connaître d'autres développements dans les années à venir. De leur côté, les Archives nationales ont, en 2019, le projet de publier en ligne un inventaire méthodique de l'ensemble du fonds Bertin, versé en plusieurs ensembles sur plus de dix ans. Elles participent aussi à un projet d'ANR unissant l'EHESS (Centre Alexandre Koyré), la BnF et d'autres centres universitaires en vue de la numérisation et de l'exploitation du fonds sous ses divers aspects : vie du laboratoire ; genèse de la *Sémiologie graphique* ; représentation du territoire géographique et humain ; sémiologie graphique et recherche contemporaine.

L'Inspection du travail : une instance indépendante au service des droits des travailleurs

L'Inspection du travail, créée par la loi du 2 novembre 1892, répondait à l'objectif de créer une législation protectrice des ouvriers ainsi qu'un corps d'inspecteurs du travail, indépendant du pouvoir politique. Les dossiers versés en 2018 sous le numéro 20180418 fournissent des informations très riches car ils contribuent à définir les contours réglementaires du champ d'action des inspecteurs du travail ainsi que

leur évolution au fil du temps sur près d'un siècle (1893-2013). Ils rendent compte des différents recours possibles que peuvent avoir les salariés et les employés, mais aussi les entreprises, sur les décisions prises par les inspecteurs du travail. La question des périmètres de compétence est particulièrement importante car, jusqu'en 2008, les inspecteurs du ministère du Travail avaient dans leurs compétences tous les secteurs d'activités en dehors des secteurs agricole et des transports.

L'École normale supérieure : une institution majeure dans l'échiquier de la recherche

Un focus est à mettre sur le versement de quelque 267 mètres linéaires d'archives de l'École normale supérieure, complément, 25 ans après, des fonds cotés 61AJ et 19930595. Outre le fait de compléter chronologiquement les ensembles documentaires précédents déjà très riches (papiers des directeurs depuis 1831, scolarité depuis 1809 notamment), ce dernier versement renseigne sur les évolutions et les mutations de l'institution et notamment sa place croissante dans le paysage français et international de la recherche, tant en sciences humaines, qu'en sciences appliquées ou en sciences dites «dures».

Dessin de costume réalisé pour la pièce *Chantecler* d'Edmond Rostand, adaptation et mise en scène de Jérôme Savary, du 17 novembre 1994 au 12 février 1995 à la salle Jean-Vilar, Théâtre national de Chaillot. 20160656/4.
© Michel Dussarrat

Chaillot, lieu de tous les arts

L'enrichissement du fonds du théâtre s'est poursuivi en 2018 avec deux nouveaux versements : d'une part, la documentation photographique des services de la presse, la communication, la couture, la technique et du bureau d'études, plus particulièrement sous les directions d'Antoine Vitez et de Jérôme Savary ; d'autre part, les archives de la direction d'Ariel Goldenberg, aussi bien les dossiers d'administration générale que les archives des services dédiés aux affaires financières et aux ressources humaines. Ce versement concerne aussi l'activité des services de la production, de la communication, des relations avec le public et de la technique. Les dossiers des spectacles restent une source de premier ordre sans oublier toutes les activités annexes comme les apéritifs-concerts, initialement voulus par Jean Vilar, ou encore les expositions.

Partenariat avec Sciences Po

Au cours de l'année 2018, le partenariat scientifique contractuel entre les Archives nationales et Sciences Po a donné lieu à plusieurs réalisations importantes. Le 17 mai a été accueillie sur le site de Paris des Archives nationales la première journée du colloque *Michel Rocard, Premier ministre*, conçue en partenariat entre les deux institutions, l'association MichelRocard.org et la Fondation Jean-Jaurès. Deux ateliers de recherche destinés aux étudiants de master de Sciences Po ont été coorganisés les 6 avril et 9 novembre 2018. Le premier, coordonné par le département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales, consacré au vaste thème « Travail, santé et protection sociale », a permis de mettre en lumière les apports du fonds privé Pierre Laroque, des versements du BIT-OIT [Bureau international du travail-Organisation internationale du travail] et des traitements statistiques de l'INED [Institut national des études démographiques], de présenter le projet de guide de recherche pour l'histoire des femmes et d'aborder trois thématiques historiographiques au travers de sources originales, celles des retraites des fonctionnaires musulmans d'AFN [Afrique française du Nord], de la justice sociale dans l'entre-deux-guerres et de la codification du droit du travail de la IIIe à la Ve République. Le second, organisé dans le cadre du 60e anniversaire de la Constitution, était consacré au changement de République en 1958, avec un état des sources conservées à Sciences Po, la présentation d'une historiographie en renouvellement et des contributions croisées à deux voix des départements de l'Exécutif et du Législatif et de la Justice et de l'Intérieur sur les réformes judiciaires et l'organisation du référendum du 28 septembre 1958. Parallèlement a été mené à terme le classement et l'inventaire définitif du très riche fonds mixte des archives de Michel Debré (165 mètres linéaires), objet d'un transfert de Sciences Po aux Archives nationales réalisé entre juin 2014 et mai 2016.

Focus : Mise en ligne des inventaires du fonds Michel Debré

Michel Debré au travail. 3PH. © Arch. nat./pôle image

À la fin de l'année 2018, les Archives nationales ont mis en ligne les inventaires des 165 mètres linéaires composant le fonds Michel Debré. L'ancien Premier ministre avait de tout temps apporté un soin particulier à la conservation de ses dossiers. En 1993, il en fait don à Sciences Po, dont le Centre d'histoire de l'Europe au XX^e siècle, actuel Centre d'histoire de Sciences Po, réalise le classement de plusieurs sous-fonds jusqu'en 2014. Cette année-là, le fonds entre aux Archives nationales et, en 2018, y a été réuni un petit complément provenant des archives départementales d'Indre-et-Loire.

Entre 2015 et 2018, les inventaires existants sont révisés et les sous-fonds encore non classés sont traités pour présenter des instruments de recherche cohérents et exhaustifs. Ce fonds, le plus important de tout chef du gouvernement français, permet de suivre toutes les activités de Michel Debré de sa nomination au Conseil d'État en 1934 à son décès en 1996. Il compte notamment les archives d'un parlementaire gaulliste aguerri, du garde des Sceaux père de la Constitution, d'un Premier ministre réformateur aux côtés du général de Gaulle et d'un grand élu local d'Indre-et-Loire et de La Réunion. Sa riche correspondance et ses nombreux travaux de réflexion politique rappellent combien Michel Debré, intellectuel praticien, met en acte une pensée soigneusement élaborée en amont. Dans tout domaine de l'action publique, la complémentarité de ses archives parlementaires, ministérielles et personnelles le prouve indubitablement et embrasse la vie politique et sociale française dans ses composantes les plus variées.

Focus : Colloque sur Michel Rocard

Les 17 et 18 mai 2018, les Archives nationales, le Centre d'histoire de Sciences Po, l'association MichelRocard.org et la Fondation Jean-Jaurès ont organisé un colloque consacré aux trois années passées par Michel Rocard à Matignon, la « deuxième gauche » au pouvoir (1988-1991).

En effet, trente ans après la nomination de Michel Rocard comme Premier ministre, il devient possible d'évaluer la portée de l'action ministérielle d'un représentant politique qui, tout en étant Premier ministre de François Mitterrand, disposait aussi d'un projet politique mûri depuis près de vingt ans. En six tables rondes, toutes conclues par de grands témoins, ont été étudiés les principaux aspects des politiques menées par les deux gouvernements de Michel Rocard, notamment dans les domaines économiques, sociaux et diplomatiques, sans omettre les questions étatiques et politiques. Une méthode « Rocard » a pu ainsi se dessiner au fil des interventions autour de l'agir en politique d'un ancien Premier ministre qui a fait don de ses archives privées aux Archives nationales en 2011 et 2013.

Visite à Matignon de François Mitterrand, président de la République. 9 mai 1989.
© Arch. nat., 680AP/406, tome VI, mai-septembre 1989

Focus : « Les photos de famille » gouvernementales

Après le recensement des photographies officielles des gouvernements de la IV^e et de la V^e République, les Archives nationales ont numérisé puis mis en ligne en 2016 quarante-trois clichés issus pour l'essentiel des fonds des services de la présidence de la République et des services du Premier ministre.

Cette prise de vue autour du président de la République constitue une tradition républicaine depuis 1922. Souvent désignée sous le nom de « photo de famille du gouvernement », elle se tient généralement sur le perron de l'Élysée, côté cour ou côté jardin, à l'occasion du premier conseil des ministres. Elle n'a lieu qu'à la formation d'un nouveau gouvernement mais jamais en cas de remaniement, qu'il soit dit « large » ou simplement « technique ». Les ministres encadrent généralement les deux têtes de l'Exécutif

selon la stricte hiérarchie gouvernementale. Selon la date de prise de vue et le choix du Président, la photographie peut présenter les ministres déjà nommés, seulement les principaux ministres ou encore le gouvernement au complet.

La couleur apparaît en 1988 et le format numérique en 2004.

Le cliché le plus ancien présenté est la photographie officielle du gouvernement Paul Ramadier I (1947) et le plus récent celle du gouvernement François Fillon III (2010), ce qui permet d'embrasser toutes les présidences de Vincent Auriol à Nicolas Sarkozy (1947-2012), soit 65 ans d'histoire républicaine.

Zoom sur le mini-site « Août 1944. Regards croisés sur la libération de Paris »

Page d'accueil du mini-site.

Destiné à un large public, le mini-site « Août 1944. Regards croisés sur la libération de Paris » a choisi de se placer au cœur de la vie quotidienne des Parisiens durant les heures où s'est joué le sort de la capitale.

Il présente une sélection de documents issus des archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (affiches, comptes rendus d'opérations, récits d'habitants, rapports de responsables d'établissements scolaires de l'ancien département de la Seine), avec le souci de les valoriser de façon dynamique *via* des outils de communication digitale (vidéo, carrousels d'images, feuilletage d'albums et cartographie interactive).

https://liberationdeparis.culture.gouv.fr/

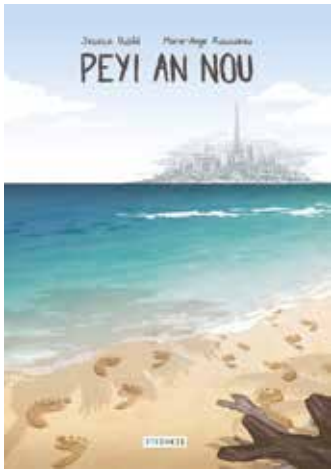
Zoom sur le dossier thématique consacré aux 60 ans de la Constitution de 1958

Au cours de l'année 2018, a été célébré l'anniversaire de la Constitution de la Ve République. Cet événement a donné lieu à une opération spécifique de valorisation des fonds autour de la crise politique de 1958 et du changement de régime. Ce projet, porté par le département de l'Exécutif et du Législatif, a été l'occasion d'un repérage dans les fonds des chefs de l'État, du ministère de l'Intérieur, du Conseil d'État, du Conseil constitutionnel ainsi que dans le fonds Michel Debré (98AJ), dont le classement s'achevait précisément à ce moment-là. Il a donc acquis une dimension trans-pôles et trans-départements. Le pôle image a été sollicité pour la numérisation de 139 pièces. Un temps imaginé dans la version d'un «mini-site» hébergé par le ministère de la Culture, le projet s'est finalement concrétisé dans la production d'un « dossier thématique » sur le site Internet institutionnel. Il consiste en une présentation très synthétique des grandes étapes de la crise politique et institutionnelle de 1958 et donne des liens vers des reportages vidéo effectués à l'automne par la chaîne parlementaire Public Sénat sur la Constitution de 1958, dans lesquels les fonds des Archives nationales ont été mis à l'honneur. Cette page a vocation à devenir, à terme, un espace-ressources des Archives nationales sur le sujet. Par ailleurs, le changement des institutions en 1958 a été le thème retenu pour la séance d'automne de l'atelier de recherche Sciences Po/ Archives nationales. Ce dernier, qui a vu deux interventions des Archives nationales à deux voix chacune, provenant du département de l'Exécutif et du Législatif et du département de la Justice et de l'Intérieur, a été un moment fort de collaboration transversale en interne, ainsi qu'une occasion de valoriser le travail évoqué plus haut autour de l'anniversaire de la Constitution. Cet atelier de recherche ouvre en outre des perspectives de publication d'articles sur Histoire@politique.

http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/web/guest/1958.-d-une-republique-a-l-autre

Valorisation du fonds du BUMIDOM

Les fonds du Bumidom [Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer] permettent de retracer une partie de l'histoire des migrations entre les DOM et la métropole française. L'organisme, qui a fonctionné de 1963 à 1981, a favorisé l'émigration de quelque



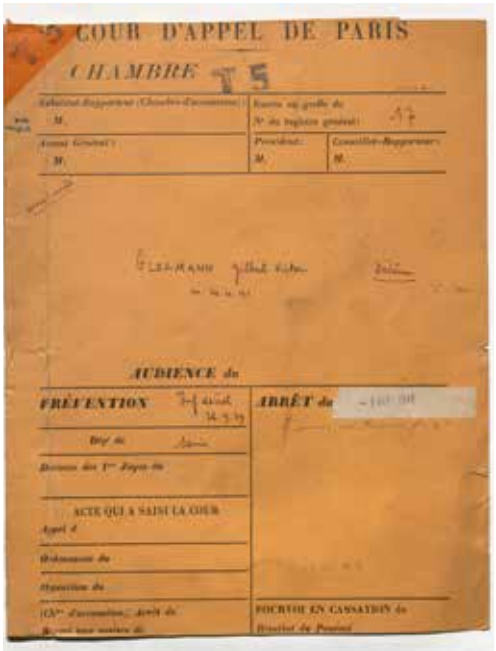
Bande dessinée *Peyi an nou*
© Steinkis, 2017

186 000 domiens, avec des résultats contrastés qui font encore débat aujourd'hui.

Le groupe de recherche GARP [Générations d'Antillais en région parisienne], qui dépend de l'EHESS, composé d'une vingtaine d'étudiants et chercheurs, a obtenu entre 2015 et 2017 l'accès par dérogation à 14 000 dossiers de migrants ayant transité par le Bumidom, conservés dans le versement 19940429, afin d'en réaliser des études quantitatives. L'une des membres, Jessica Oublié, a pris ces histoires de vie comme fondement de son ouvrage *Peyi an nou*, paru aux éditions Steinkis à l'automne 2017, en collaboration avec l'illustratrice Marie-Ange Rousseau. Cette enquête familiale et historique sous la forme d'un roman graphique a obtenu le prix de la BD politique 2018, décerné par France Culture. Les auteures ont été invitées à une conférence organisée aux Archives nationales, en décembre 2017.

Numérisation des scellés de la Cour de sûreté de l'État sur Mai 68 et mise en ligne de l'inventaire

Dans le cadre des commémorations du cinquantième anniversaire des événements de Mai 68 et en lien avec l'exposition *68, les archives du pouvoir* organisée par les Archives nationales, un instrument de recherche intitulé *Cour de sûreté de l'État. Affaires classées et jugées dans le cadre des événements de Mai 68* a été mis en ligne dans la salle des inventaires virtuelle. Cet inventaire s'articule entre dossiers d'affaires classées sans suite (5W/PROVISOIRE/16 à 21) et procédures suivies de non-lieu (5W/909 à 5W/920 et 5W/744 à 5W/745). La majorité de ces affaires, ouvertes pour maintien ou reconstitution de mouvements gauchistes dissous par le décret du 12 juin 1968, entraînent l'apposition de scellés. Ceux-ci sont conservés dans une collection autonome ou dans les dossiers de procédures (5W/1129 à 5W/1130, 5W/1138 à 5W/1143). Tracts, journaux, carnets, photographies, affiches, annuaires, agendas, notes, correspondances, brouillons et ébauches de textes sont décrits dans l'inventaire. 862 de ces documents ont été numérisés, liés à leurs notices et sont consultables en ligne. Souvent annotés, manuscrits, corrigés, illustrés de dessins, ces scellés font l'originalité du fonds, car ils restituent la vie quotidienne et l'exaltation des journées « révolutionnaires » de mai-juin 1968.


COUR D'APPEL DE PARIS
CHAMBRE T 5
AUDIENCE du
PRÉVENTION
ARRÊT du

Dossier devant la section spéciale de la cour d'appel de Paris de Gilbert Victor Glozmann. Z/4/2, dossier 17. © Arch. nat.

Les fonds de la Seconde Guerre mondiale

La mise en œuvre par les Archives nationales de l'arrêté du 24 décembre 2015 portant ouverture d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale s'est parachevée cette année avec la déclassification des derniers articles issus des fonds des juridictions d'exception et du ministère de l'Intérieur. Au total, ce sont, depuis le début de l'année 2016, 19 décisions de déclassification qui ont été prises par le ministère de l'Intérieur, le ministère des Armées et la DGSE pour ouvrir complètement à la recherche plus de 2200 articles.

Plusieurs projets inscrits dans le cadre du programme Seconde Guerre mondiale du PSCE ont permis la réalisation d'instruments de recherche donnant accès à des fonds encore peu sollicités par les lecteurs, à l'instar des dossiers de police judiciaire relatifs à la recherche des criminels de guerre ennemis (versement 19880016) ou au signalement des atteintes à la sûreté de l'État (versement 19880206), ou encore des dossiers de procédures jugées par diverses cours de justice conservés dans le fonds de la Cour de sûreté de l'État (5W). Enfin, dans le cadre du partenariat engagé avec l'Holocaust Memorial Museum de Washington et le Mémorial de la Shoah, des opérations de numérisation très importantes portant sur les archives de la Haute Cour de justice (3W), de la section spéciale de la cour d'appel de Paris (Z/4) et de la cour de justice de la Seine (Z/5, Z/6) ont été préparées pour être menées à bien en 2019.

Travail effectué avec le Clamor

Dans le cadre de l'appel à projet « Droit, justice et numérique » lancé par le GIP « Mission de recherche Droit et justice » en avril 2016, l'unité mixte de service CNRS-ministère de la Justice, le Clamor [Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice] a obtenu un financement de 24 mois pour la réalisation d'un outil numérique inédit d'inventaire des lieux de justice au service du patrimoine judiciaire. Baptisé HUGO, cet outil vise à concilier, sur une même interface, un instrument de récolement et de valorisation du parc judiciaire et pénitentiaire français actif. Conçu dans une perspective participative et dans un cadre pluridisciplinaire, il permet de fédérer les recherches menées dans plusieurs disciplines et par différents acteurs compétents sur le sujet (historiens, historiens de l'art, archéologues, archivistes, professionnels de la justice, etc.).

Les Archives nationales s'y sont naturellement associées dans le cadre de leur PSCE 2017-2020. Un travail approfondi de repérage et de dépouillement des dossiers de la direction des Services judiciaires et de la direction de l'Administration pénitentiaire du ministère de la Justice conservés aux Archives nationales a ainsi été entrepris en 2018 par le pôle Justice du département de la Justice et de l'Intérieur, afin d'enrichir les nombreux champs d'HUGO. Par ailleurs, 170 nouvelles fiches ont été créées pour les lieux de justice relevant des ressorts des cours d'appel de Rennes, Reims, Montpellier et Lyon pour les services judiciaires et pour les lieux de peines de la direction régionale des services pénitentiaires de Lyon.

Instruction ministérielle sur l'organisation des services extérieurs de la direction centrale des Renseignements généraux, 11 décembre 1958. 20180318/6. © Arch. nat.

Entrée pour le ministère de l'Intérieur

Parmi les versements réalisés en 2018 par le ministère de l'Intérieur aux Archives nationales (181 mètres linéaires), il faut signaler le versement 20180318 provenant de l'Inspection générale de la police nationale [IGPN]. Celui-ci comprend, pour une large période couvrant les années 1944 à 2012, des dossiers concernant le fonctionnement de l'IGPN, la gestion de ses locaux et ses activités : les dossiers suivis par l'IGPN tels que l'organisation et le fonctionnement des différents services de police, des dossiers cadre sur les enquêtes juridiques, administratives et disciplinaires, la déontologie, la lutte contre les discriminations et les droits de l'homme, et enfin des registres de main-courante et des gardes à vue. Ces domaines d'activité de l'IGPN n'étaient jusque-là pas encore tous documentés. Ces 7,3 mètres linéaires d'archives viennent compléter un corpus déjà riche de dossiers d'audits internes et d'enquêtes disciplinaires versés régulièrement depuis 1946.

Mission Blaise Diagne

Dans le cadre des actions de valorisation menées pour le centenaire de la Première Guerre mondiale, le département des Archives privées a retrouvé dans le fonds du député sénégalais Gallandou Diouf, conservé aux Archives nationales depuis 1954, deux albums photographiques de la Mission Blaise Diagne, mission visant à recruter en 1918 des troupes noires en Afrique-Équatoriale française. Ces albums ont été numérisés en 2015 et mis en ligne, révélant ainsi leur existence au public et mettant en lumière l'absence de sources écrites et de travaux de recherche sur cette mission. L'exhumation de ces albums inédits a permis la mise en œuvre et la réalisation en 2016-2018 de projets originaux à caractère international.

En collaboration avec les Archives nationales, une équipe de RFI a relevé le défi en 2017-2018 d'enquêter sur le terrain pour retracer une partie significative du parcours de Blaise Diagne. La première étape, en 2017, a permis de rassembler les éléments de contexte auprès d'historiens sénégalais tels qu'Iba Der Thiam, Saliou M'Baye, auprès des autorités religieuses mourides ou encore de la descendante de Justin Dévès qui a ouvert sa mémoire et ses archives privées à Saint-Louis. De leur côté, les Archives nationales ont mené une véritable enquête pour recenser les sources, dans les archives de l'Afrique-

Occidentale française, les archives militaires à Vincennes, les archives privées (archives du général Mangin, archives des Pères blancs à Rome).

Le cœur du projet a consisté en une mission de terrain permettant de retracer une partie significative du parcours de Blaise Diagne, réalisée par une journaliste de RFI, deux archivistes et un photographe afin de repérer visuellement les lieux traversés par la colonne coloniale menée par le premier Commissaire Général noir de la République française et de répondre aux questions suivantes : quelles indications supplémentaires peut-on apporter sur la préparation de cette mission de recrutement, sur la figure et le rôle de Diagne entre les autorités coloniales et les populations d'A.-O.F. ? quels sont les rapports de Diagne avec les autorités locales africaines (négociations avec le Moro Naba, entretiens avec Mademba Sy, le Fama de Sansanding) ? En 2018, pour des raisons sécuritaires, la mission de terrain a été limitée au Burkina Faso et elle n'a été effectuée que par RFI, sans la participation des Archives nationales).

L'aboutissement du projet a pris plusieurs formes :

- diffusion sur rfi.fr, à partir du 12 février 2018, d'un long format numérique en 4 épisodes, présentant en particulier la quasi-intégralité des photographies issues des albums conservés sous la cote 110AP/2/2 ;

- diffusion dans l'émission *La marche du monde* d'un documentaire en 2 volets produit par Valérie Nivelon (17-18 et 24-25 février) ;

- articles parus dans *L'Histoire* et *Historia* du mois de mars 2018 ;

- table ronde lors des Rendez-vous de l'histoire de Blois en octobre 2018 ;

- intervention de Zénaïde Romaneix, ancien conservateur au département des Archives privées, lors de la conférence du Conseil international des Archives (International Council on Archives/ICA) à Yaoundé (Cameroun) en novembre 2018.

Les archives privées de Simone Veil

Portrait de Simone Veil. 688AP/456/NC. © Arch. nat.

2018 aura été une année riche en découvertes autour de la personne de Simone Veil, dont les archives privées sont conservées aux Archives nationales (fonds 688AP : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050929). Son décès, le 30 juin 2017, a conduit ses fils à recontacter les Archives nationales pour proposer un supplément d'archives particulièrement intéressant sur la famille de Simone Veil, comprenant notamment beaucoup de photographies et de documents relatifs à ses fonctions publiques. Sa panthéonisation, le 1er juillet 2018, a été l'occasion de valoriser de différentes manières le fonds Simone Veil, jusque-là peu connu et exploité par les chercheurs. La chaîne Public Sénat a produit un documentaire à partir de ses archives privées. Cela a mis en exergue des documents inédits et montré la possibilité d'aborder la personnalité de Simone Veil sous un angle plus intime et personnel.

De plus, en parallèle de l'exposition proposée par le Panthéon sur les grilles du monument, les Archives nationales en ont également réalisé une intitulée *Simone Veil. Archives d'une vie* retraçant son parcours, depuis son enfance à Nice et sa déportation à Auschwitz, jusqu'à son entrée à l'Académie française et son inhumation au Panthéon, en passant par sa nomination au ministère de la Santé et son élection au Parlement européen. Présentée de juillet à décembre à Pierrefitte-sur-Seine, cette exposition a aussi été exportée à l'ambassade de France au Venezuela pour le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et sera amenée à circuler en France.

Collecte des archives des femmes

Renée Théobald dans son atelier de peinture. 788AP/3/NC. © Arch. nat.

Le 9 juin, les Archives nationales se sont mobilisées pour participer à l'édition 2018 de la grande collecte d'archives sur l'histoire des femmes, en resserrant la thématique sur le travail féminin. Sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, la matinée était consacrée à l'accueil des donateurs et de leurs documents, tandis que l'après-midi était à visée plus scientifique autour de deux tables rondes. Cette demi-journée très intense a retenu l'attention de 50 à 75 personnes.

Au terme de la journée, une douzaine de personnes a pris contact avec les permanences de collecte. Si certaines ont laissé leurs documents à ce moment-là, d'autres ont préféré les montrer et se renseigner avant de prendre une décision. Correspondances, photographies, mémoires intimes, ouvrages universitaires : nombreuses sont les typologies de ces archives qui illustrent des vies souvent ordinaires et des métiers inattendus, précurseurs ou du quotidien (787AP : https://www.siv.archivesnationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057399).

Cette journée a été l'occasion de tisser des relations avec des associations susceptibles de donner ou de déposer leurs archives dans les années à venir. La communication faite autour de cet événement a procuré une suite naturelle à cette collecte et les propositions ont continué d'affluer. Le fonds issu de cette opération s'évalue à 0,60 mètre linéaire auquel il faut ajouter un fonds plus volumineux, collecté à cette occasion, celui de Renée Théobald (788AP), peintre de la seconde moitié du xx^{e} siècle.

Zoom sur la Grande Collecte 14-18

Dans le cadre de la dernière année des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, le département des Archives privées a organisé deux manifestations : une exposition sur support numérique et une dernière journée Grande Collecte 1914-1918.

L'exposition *14-18 La Grande Collecte* s'est tenue du 15 octobre 2018 au 15 janvier 2019. Elle a été conçue à partir des documents de la guerre de 1914-1918 provenant de la Grande Collecte organisée en 2013, non seulement pour rendre hommage aux 450 contributeurs, mais aussi pour présenter la richesse iconographique et documentaire de ces papiers intimes et privés : lettres, dessins, photographies, carnets de notes et de mémoire, cartes postales illustrées, décorations, diplômes et quelques objets. Pour la première fois, les Archives nationales ont organisé une exposition nativement numérique, que le public pouvait parcourir sur des écrans tactiles à Paris (hall du CARAN) et à Pierrefitte-sur-Seine (hall d'accueil). L'exposition a pu aussi être consultée en ligne sur le site Internet de l'institution. Le format numérique se prêtait particulièrement bien à des documents de petite taille, d'aspect modeste, que la possibilité d'agrandir sur les écrans tactiles a permis de magnifier. Quatre vitrines présentaient également dans le hall du CARAN quelques documents originaux de la Collecte.

Il est difficile de faire des statistiques de fréquentation d'une exposition accessible dans un espace ouvert librement au public et visible également en ligne. Le pic de fréquentation de la salle des inventaires virtuelle des Archives nationales le 11 novembre 2018 est un bon indicateur de l'intérêt à distance que porte une partie du public, qui ne se déplace habituellement pas sur le site des Archives nationales, pour ce genre de manifestation mémorielle.

Pour remercier tous les contributeurs de la Grande Collecte, une petite réception a été organisée à leur intention le vendredi 9 novembre 2018 au CARAN.

La dernière journée Grande Collecte 1914-1918 a eu lieu le 10 novembre 2018, sur le site de Paris (CARAN). Largement relayé par les médias (France 3, RTL, France Culture), l'appel au grand public a connu à nouveau un grand succès. Les déposants étaient moins nombreux qu'en 2013, notamment parce

que les Archives nationales ont demandé la remise en don des documents originaux sans promesse systématique de numérisation : environ 60 personnes se sont déplacées (350 en 2013), mais plus de 150 ont contacté, le plus souvent par courriel, le département des Archives privées pour remettre leurs papiers personnels. Cependant, mieux informé, davantage averti, le public a donné spontanément, non plus des masses d'archives mais des documents choisis : lettres et journaux de femmes, carnets de dessins, journaux de tranchées, photographies et plaques de verre stéréoscopiques. Cette dernière Grande Collecte 1914-1918 revêt donc un caractère qualitatif plus important qu'en 2013 et témoigne des évolutions de la position du public.

Les archives de la famille Fratellini dans l'arène de l'Histoire

Valérie Fratellini a déposé les archives historiques de son illustre famille en 2018 aux Archives nationales. Le fonds couvre l'avènement de la dynastie de cirque la plus connue de France et, sans doute, du monde. La variété des documents présents dans le fonds informe sur les alliances matrimoniales de la lignée de Gustave. Les archives témoignent surtout de la mobilité des artistes de cirque à travers la France, l'Europe et parfois au-delà, mais aussi de l'appropriation d'une pratique artistique qui trouve sa quintessence dans les entrées et numéros de clowns du célèbre trio formé par les trois des fils de Gustave. Les photographies éclairent également l'aventure hors-piste avec des clichés pris notamment en coulisses lors des séances de maquillage ou dans les hôpitaux pour enfants lors des représentations de bienfaisance. Ce dépôt est intervenu à la suite de contacts noués entre l'Académie Fratellini, installée à Saint-Denis, et le Service éducatif des Archives nationales.

Carte dédicacée à l'effigie du Trio Fratellini, vers 1930. 20180766. © Arch. nat.

Actes remarquables entrés au Minutier central des notaires de Paris en 2018

Notoriété après décès de Sadi Carnot (19 juillet 1894, MC/ET/XC11/1549)

Contrat de mariage de Charles Péguy (25 octobre 1897, MC/ET/XLIV/1401)

Statuts du journal *L'Aurore* déposés par Ernest Vaughan (16 novembre 1897, MC/ET/XCIX/1292)

Contrat de mariage de Roger Martin du Gard (13 février 1906, MC/ET/XCIX/1363)

Testament d'Isaac de Camondo (7 avril 1911, MC/ET/XCIX/1407)

Testament d'Émile Ollivier (30 novembre 1913, MC/ET/XL/992)

Testament de Rémy de Gourmont (28 septembre 1915, MC/ET/XCIX/1440)

Testament de Roland Garros (28 janvier 1919, MC/ET/LXXXVI/1790)

Inventaire après décès de Serge Diaghilev (11 septembre 1929, MC/ET/XXXII/1523)

Testament d'Ernest Flammarion (30 octobre 1929, MC/ET/C/1726)

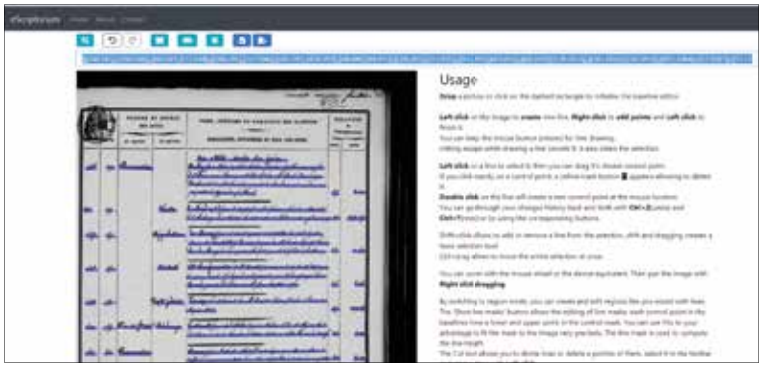
Contrat de mariage de Boris et Françoise Dolto (31 janvier 1942, MC/ET/XXXIV/1917)

Vente par administrateur provisoire de la société Wildenstein (4 mai 1942,MC/ET/XXXIV/1921)

Les images de tous les répertoires historiques des notaires de Paris accessibles en ligne depuis la salle des inventaires virtuelle !

Depuis 2018, la totalité des répertoires des notaires de Paris est accessible en mode image dans la salle des inventaires virtuelle. Plus de 3000 registres représentant près d'1,2 million d'images sont ainsi disponibles, réparties en 1760 instruments de recherche les décrivant (un instrument de recherche par notaire doté de répertoires dans une étude donnée). Ils sont tous intitulés *Images du (des) répertoire(s) du notaire N* et on y accède par plusieurs voies : « Parcourir le fonds », « Notaires de Paris », « Recherche par étude » et ses hyperliens, ou encore par notaire, *via* les « producteurs », par exemple. Ces répertoires

donnent la liste chronologique de tous les actes passés par le notaire, jour après jour, année après année. Ils sont cruciaux pour les chercheurs, car ils sont la clé pour rassembler méthodiquement tous les actes liés à une personne, une famille ou un groupe social. Disposer de tous ces répertoires sous forme d'images numériques permet, outre de s'assurer de l'exhaustivité de ses recherches dans ce domaine, de préparer ses commandes de cartons et ses visites en salle de lecture depuis son domicile, qui peut désormais se trouver au bout du monde… La collecte des répertoires ayant repris pour la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, les plus récents sont également numérisés et progressivement mis en ligne de la même manière.



L'export des coordonnées de segmentation discontinue sur eScriptorium.

Par ailleurs, un programme de R&D, baptisé LECTAUREP, pour LECTure AUtomatique de REPertoires vise à soumettre ces répertoires aux technologies de « Handwriting Text Recognition ». Lancé en 2018, il s'appuie sur la convention qui lie, autour de projets innovants, des équipes du ministère de la Culture et d'INRIA [Institut national de recherche en informatique et en automatique].

Une nouvelle typologie d'archives notariales désormais accessible : trois fonds inédits de comptabilité notariale inventoriés

En 2018 ont été inventoriés et mis en ligne dans la salle des inventaires virtuelle trois fonds de comptabilité notariale. C'est une première, même si les fonds sont d'inégale importance. Celui de l'étude XXIII est le plus volumineux et compte 268 registres, de 1771 à 1963. Le deuxième, celui de l'étude LXXXIII, ne compte que 45 registres, de 1815 à 1897. Le troisième, pour l'étude CXXI, n'en compte qu'un seul, mais il date du XVIIIe siècle (1784-1791). Trois registres de comptabilité notariale remontant au XVIIIe siècle ont ainsi été mis au jour dans les fonds du Minutier. Rien de tel qu'une comptabilité pour saisir presque d'un seul coup d'œil ce qui fait la spécificité de la clientèle d'une étude donnée ou comprendre ce que coûte un acte.

La collection de placards et d'affiches du Minutier central désormais en ligne

Près de 1 200 pièces allant du XVIe au XXe siècle siècle, des cartes à jouer comme des listes de noms et d'adresses de maîtres artisans en forme d'almanach ou encore des annonces de ventes immobilières ou foncières, forment cette collection très hétérogène dont les items sont autant d'éléments récupérés par les notaires au fil des siècles pour enchemiser leurs liasses d'actes et aujourd'hui récupérés à leur tour par les archivistes, car témoignages devenus rares d'une activité d'impression et d'affichage dont l'essentiel a bien souvent été détruit une fois leur valeur d'usage jugée périmée. Cette collection vient rejoindre en ligne la collection de placards de décès traitée de la même manière en 2016.

Les grands chantiers du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime [DMAAR]

Le DMAAR poursuit la dématérialisation et la mise en ligne des instruments de recherche décrivant les fonds d'archives antérieurs à la Révolution, avec l'objectif d'une mise à disposition, dans les deux ou trois années à venir, de l'ensemble des répertoires numériques décrivant les principales séries avec un niveau raisonnable de précision. Depuis 2015, le nombre d'instruments de recherche mis en ligne a quasiment doublé pour s'élever à environ 200.

En plus de ses propres ressources, le département s'est attaché à rassembler, capitaliser et mettre en ligne les inventaires ou bases de données constitués par des institutions partenaires. Ainsi, le *Corpus philippicum*, très riche ensemble d'analyses et de transcriptions d'archives relatives au gouvernement de Philippe le Bel, conservé par l'IRHT [Institut de recherche et d'histoire des textes], est en cours de dématérialisation. En partenariat avec le Centre d'études d'histoire juridique, le DMAAR a également commencé la numérisation des quelque 55 000 fiches analysant avec une très grande précision les arrêts du parlement de Paris, civils et criminels, entre 1319 et 1400.

Les fonds d'archives recèlent de nombreux instruments de travail dressés par les producteurs d'archives eux-mêmes au cours de leur activité. Ainsi, le DMAAR a entrepris la numérisation des tables rédigées par le magistrat Jean Le Nain (1613-1698) à partir d'une collection d'arrêts du parlement de Paris (XIIIe-XVIIe siècle). Les dizaines de milliers de références fournies par ces tables en font un instrument de recherche incontournable pour les arrêts médiévaux et de la première modernité. De même, la table des arrêts criminels rendus par le parlement de Paris entre 1700 et 1725, constituée par les greffiers du parlement à la fin du XVIIIe siècle, a été numérisée, saisie par des bénévoles et convertie en instrument de recherche donnant accès aux archives relatives à chaque condamnation.

En 2018, à la suite des autres départements scientifiques des Archives nationales, le DMAAR s'est engagé dans la description systématique des organismes producteurs d'archives, en commençant par les institutions royales de la France médiévale et moderne. Ce mode d'accès est d'autant plus recommandable pour les fonds anciens qu'il permet de transcender le cadre de classement des Archives nationales et donc le démembrement des fonds entre séries, tel qu'il a été pratiqué au début du XIXe siècle. Après les institutions royales viendront les établissements religieux et les autorités seigneuriales.

Focus sur les entrées d'archives audiovisuelles et/ou nativement numériques

Quelques entrées remarquables d'archives nativement numériques sont à signaler pour l'année 2018. Les Archives nationales portent une attention particulière aux messageries des cabinets ministériels, source majeure de connaissance sur les processus de décision politique. À cet égard, on note l'entrée de 60 messageries électroniques des cabinets des ministres de la Culture Aurélie Filippetti, Fleur Pellerin et Audrey Azoulay, qui permettent de suivre la politique culturelle des différents gouvernements de la présidence Hollande entre 2014 et 2017.

Dans le domaine social, toute la politique sur le handicap depuis 1999 peut être restituée grâce aux données et métadonnées de l'application de gestion de l'Agence d'aide à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, administrée par les représentants des salariés, employeurs et personnes handicapées.

Les Archives nationales ont par ailleurs reçu un fonds très important pour documenter les politiques de l'environnement par les sources audiovisuelles. De 1938 à 2000, l'ancien ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme et tous les ministères successeurs chargés de l'Environnement ont réalisé des documentaires, de courts ou longs métrages sur l'aménagement du territoire à travers plus de 700 titres. Complémentaire des fonds publics, l'enquête orale réalisée dans le quartier parisien des anciens abattoirs de La Villette témoigne, par le prisme des paroles des habitants, de ce Paris maintenant disparu depuis la construction de la Cité des Sciences et de l'Industrie.

Spécificité des Archives nationales, la collecte des archives audiovisuelles de la Justice se poursuit. Dès la fin de l'appel du procès rwandais pour génocide des Tutsi de O. Ngenzi et T. Barahira (3 mai-5 juillet 2018), les 250 heures d'enregistrement intégral des sessions ont été versées aux Archives nationales. Les films seront immédiatement communicables dès la clôture de l'instance.

Pour consulter toutes les entrées, on peut se connecter au registre des entrées :
http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/web/guest/registre-des-entrees

Pour réutiliser toutes ces données : https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/archives-nationales/

3/ Le numérique aux Archives nationales

La stratégie numérique des Archives nationales revêt plusieurs aspects. L'objectif principal, correspondant aux missions fondamentales de l'institution, est de donner un avenir au patrimoine archivistique nativement numérique. Il leur revient en effet de garantir dans le temps l'intégrité, l'authenticité et la disponibilité de ces sources de plus en plus présentes dans la collecte d'archives contemporaines. Le projet ADAMANT, lancé en 2015 dans le cadre du programme interministériel VITAM, a atteint un jalon majeur en 2018 avec l'ouverture d'une première version de la plate-forme d'archivage numérique autour des fonctionnalités des entrées et de la gestion des archives bureautiques. En parallèle, une politique soutenue d'accompagnement au changement a été menée auprès des personnels.

Les travaux se poursuivront en 2019 autour de la diffusion et de l'accès. À cet égard, les Archives nationales ont souhaité partager avec leurs publics leurs réflexions sur les nouveaux services à mettre en œuvre. Après une journée consacrée en 2017 à faire émerger des idées d'usages autour d'une vingtaine de jeux de données, l'institution a organisé en décembre 2018 un hackathon qui a réuni une soixantaine de participants. De nombreux prototypes ont été élaborés en deux jours, très inspirants et qui ne resteront pas sans suite.

Un autre volet de la stratégie numérique s'attache à la façon de mieux faire connaître nos ressources au sein du W3C et aux mutations qui en découlent sur la façon de structurer la description des archives. Les recherches internationales portent sur l'élaboration d'un nouveau modèle conceptuel de description archivistique, *Records in Contexts*, et d'une ontologie pour l'exprimer dans un standard du web de données, le RDF, sous forme de graphe. Les Archives nationales ont copiloté une preuve de concept, PIAAF, pour expérimenter la conversion d'inventaires et de notices producteurs en RDF.

Relevant aussi de la recherche et du développement, elles ont fait leurs premiers pas dans l'usage de l'intelligence artificielle, en participant à un projet de reconnaissance d'écriture manuscrite, HIMANIS, sur des écritures médiévales, en lien avec l'Institut de recherche et d'histoire des textes. D'autres projets suivront, notamment sur la lecture automatisée des répertoires de notaires. Il s'agit là d'atteindre l'archive en plein cœur…

Enfin une autre expérimentation a été développée sur la transcription collaborative, en lien avec l'École nationale des chartes, afin de recourir au public pour faire de l'édition scientifique de textes, en l'occurrence des testaments rédigés par des Poilus.

Ces divers exemples montrent que les Archives nationales s'inscrivent dans la recherche et l'innovation.

L'ouverture de la plate-forme ADAMANT

Pour ADAMANT, l'objectif essentiel de l'année 2018 était la mise en service initiale de la nouvelle plate-forme d'archivage numérique des Archives nationales. Celle-ci a été effectuée le 29 novembre 2018, avec succès.

Pour parvenir à ce résultat, de nombreux travaux techniques ont été menés. Les premiers ont consisté à bâtir des infrastructures adaptées, sous la responsabilité de la sous-direction des systèmes d'information du ministère de la Culture. La construction de ces infrastructures, préparée les années précédentes, s'est déroulée jusqu'au mois de septembre. Le deuxième point concernait la conception des fonctionnalités applicatives attendues par les utilisateurs pour la mise en service initiale de la plate-forme. Les développements ont été menés jusqu'à la mi-août. Conformément aux priorités définies, ils ont avant tout porté sur la gestion de nouvelles entrées d'archives numériques. Ils ont été intégrés au système d'information archivistique [SIA] pour en constituer une nouvelle version majeure : le SIA v3.0, interfacé avec le logiciel interministériel VITAM pour la partie numérique. Enfin, plusieurs séries de tests et d'audits de sécurité ont été menées de septembre à début novembre pour vérifier le bon fonctionnement d'ensemble du système. Les résultats s'étant révélés satisfaisants, la plate-forme a pu ouvrir dans les délais impartis. Le premier transfert officiel d'archives numériques a été effectué le 29 novembre par la Mission des archives de France auprès des ministères sociaux.

En parallèle, le département de l'Archivage électronique et des archives audiovisuelles a organisé et animé de très nombreux ateliers pédagogiques et pratiques ainsi que des groupes de travail à destination des archivistes, afin de les accompagner et de les préparer à l'ouverture de la plate-forme. Ces actions ont touché tant les archivistes présents dans les ministères que ceux des Archives nationales qui n'étaient pas familiers avec les archives numériques. Pour les premiers mois de fonctionnement de la plate-forme, le Département des archives électroniques et des archives audiovisuelles a prévu d'assister sur rendez-vous les départements de la direction des Fonds pour chaque entrée d'archives. Les éléments ainsi mis en place seront maintenus et adaptés en 2019.

En 2019, de nouveaux travaux techniques seront menés pour augmenter la capacité de la plate-forme et achever la phase de conception des infrastructures (mise en œuvre d'un second site notamment). Le périmètre fonctionnel de la plate-forme sera aussi étendu, avec deux priorités majeures : l'ajout de fonctionnalités en matière d'accès/diffusion des archives et l'amélioration des fonctionnalités d'entrées. Ces ajouts se feront à intervalles réguliers, par le biais de livraisons tous les trois mois environ, qui prendront aussi en compte les versions successives de VITAM. Sur les questions d'accès, de nombreux

travaux de réflexion préalable ont été menés en 2018. Des études ont également été réalisées sur les enjeux de préservation des archives numériques, notamment dans le cadre de travaux pilotés par les équipes fonctionnelles de VITAM et le Service interministériel des Archives de France.

Un autre objectif de l'année 2019 est l'achèvement du cadrage de la reprise des données collectées depuis les années 1980. Les premières opérations de reprise seront lancées au second semestre. 2019 verra aussi aboutir les premiers résultats dans le projet de mise en place d'un flux d'archivage avec l'application Solon. Des étapes décisives ont été franchies en 2018, puisque les Services du Premier ministre ont réalisé des développements qui ont permis d'exporter les données à archiver dans un format compatible avec leur versement aux Archives nationales, et que des tests d'entrées unitaires ont été effectués avec succès. Le projet d'établir un flux d'archivage avec l'application Nomos de la Cour de cassation sera également poursuivi en 2019.

Les Archives nationales ont fait leur hackathon !

L'équipe lauréate du hackathon. © Arch. nat.

Lancé le vendredi 7 décembre lors de la soirée numérique des Archives nationales, le premier hackathon « Archives et citoyenneté » s'est déroulé du samedi 8 décembre 13 heures au dimanche 9 décembre 18 heures au Liberté Living-Lab, lieu d'innovation technologique engagé sur les enjeux de société et les initiatives en faveur du bien commun. Développeurs, étudiants, archivistes, ou tout simplement passionnés d'archives et/ou d'informatique, ils étaient 65 participants, constitués en 12 équipes, pour relever les défis proposés par les Archives nationales. Ceux-ci répondaient à différents objectifs : améliorer l'exploitabilité des données en les rendant interopérables, faciliter l'accès aux ressources librement communicables, transformer l'expérience utilisateur au moyen d'outils de data-visualisation, de géolocalisation ou d'intelligence artificielle.

Huit jeux de données autour du thème de la cité et du citoyen ont été mis à la disposition des participants. Le travail préalable de mise en qualité des données – qui a représenté pour les pilotes et les mentors une charge de travail importante, étalée sur plusieurs mois – avait vocation à faciliter et accélérer l'appréhension des métadonnées par les hackathoniens, en leur fournissant les inventaires dans des formats structurés non propriétaires comme CSV ou TSV ; l'effort a porté aussi sur les notices d'autorité et les référentiels, qui ont été convertis conformément aux standards de sémantisation RDF et à l'ontologie RiC-O.

Beaucoup de projets passionnants ont été développés, rendant complexe le choix du jury, qui a fait des mentions particulières pour certains d'entre eux. L'équipe lauréate, constituée de 5 membres, a travaillé autour du jeu de données « actes du citoyen, citoyen en actes ». Le projet UNE MINUTE AGO est composé de modules de visualisation par carte ou graphe de l'activité du notaire et de sa clientèle, d'un outil de *crowdsourcing* pour dépouiller les actes numérisés et d'un service de demande de reproduction avec la cote intégrée.

Cinq autres projets ont fait l'objet d'une mention : PIC POP, coup de cœur *création*, qui offre une application autour des photographies de montagne ; CAPTCHA-N, coup de cœur *innovation*, proposant d'enrichir les notices des légionnaires par *crowdsourcing* et la validation de sa transcription par un système de captcha ; WIKILINKY, coup de cœur *sémantique*, énonçant l'extraction des entités nommées à partir des inventaires, l'alignement de ces données avec Wikidata et la génération de notices d'agents en EAC-CPF ; ARCHI OPEN et BORN 2 BE FRENCH ont été nommés finalistes. Une présentation détaillée de chaque projet est disponible sur le site web : http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/resultats-du-hackathon-des-archives-nationales

Pendant l'événement, une dizaine d'étudiants du master Archives de l'université Paris 8 ont observé et interrogé les participants, afin de rendre compte de ce marathon créatif par plusieurs articles à retrouver sur le site des Archives nationales.

La préparation du hackathon a fortement mobilisé les équipes des Archives nationales, en particulier pour identifier et préparer des jeux de données exploitables par les participants. Cette mise en qualité des (méta-)données (inventaires, référentiels, images numérisées) fut une occasion irremplaçable de réfléchir aux formats de description archivistique, à leurs avantages et à leurs limites. Avec ce hackathon, les Archives nationales ont accompli un pas de plus dans leur transformation numérique tout en favorisant la réappropriation de leurs archives par les citoyens.

PIAAF (Pilote d'interopérabilité pour les autorités archivistiques françaises)

L'idée du projet PIAAF a émergé à la fin de l'année 2014. Porté et piloté par les Archives nationales, qui se sont associées à la BnF et au SIAF, il avait pour objectif d'élaborer un prototype *web open source* afin de démontrer qu'il est possible :

- de représenter en RDF (le format du web de données), en veillant à la précision, à l'exactitude et à l'utilisabilité des triplets obtenus, des métadonnées archivistiques (inventaires, notices d'autorité) produites de différentes manières et selon diverses perspectives ;

- d'enrichir les triplets obtenus en créant de nouveaux triplets, qu'il s'agisse de procéder à des alignements ou d'établir de nouvelles relations par inférence ;

- de produire une interface de recherche et d'exploration analytique et graphique qui soit dynamique, ergonomique et signifiante, sans sacrifier la granularité informationnelle ni la lisibilité.

Après une phase de cadrage, d'élaboration d'une convention constitutive d'un groupement de commandes et de préparation des jeux de métadonnées (38 inventaires en EAD et 276 notices d'autorité en EAC-CPF), puis de rédaction du cahier des charges, le marché a été notifié en novembre 2016 à la société Logilab.

Dès le début de l'année 2017, la réalisation du prototype a demandé un travail intensif : production par les trois partenaires d'un vocabulaire SKOS unique pour l'indexation des domaines d'activité des producteurs dont les notices et les inventaires avaient été retenus ; conversion par les Archives nationales, en RDF conforme à l'ontologie *Records in Contexts-Ontology* (RiC-O) du Conseil international des Archives, elle-même en cours d'élaboration, à l'aide d'une suite de scripts écrits pour le projet, des notices et inventaires source ; réalisation par Logilab de l'application web de recherche et de consultation des jeux de données RDF produits.

Ces travaux, menés selon une approche Agile avec de fortes interactions entre intervenants, se sont poursuivis jusqu'en mars 2018, la troisième itération servant notamment à prendre en compte les suggestions et observations formulées lors de deux ateliers utilisateurs organisés essentiellement pour des professionnels des archives et des bibliothèques en décembre 2017.

Le PIAAF a été présenté en février 2018 aux trois partenaires lors d'une réunion de restitution interinstitutionnelle organisée à la BnF, puis mis en ligne début mars 2018 (http://piaaf.demo.logilab.fr/), accompagné d'une documentation sur sa réalisation (http://piaaf.demo.logilab.fr/editorial/contexte-technique) et d'un tutoriel (http://piaaf.demo.logilab.fr/editorial/help).

Les objectifs de cette preuve de concept ont été pleinement atteints. Les enseignements tant en ce qui concerne la sémantisation des métadonnées (pertinence et intérêt du modèle RiC-O ; nécessité de veiller à la qualité des métadonnées source ; points d'attention divers) que leur interconnexion (mise en relation des jeux de données des trois institutions) et de visualisation (avec notamment la génération de diagrammes chronologico-hiérarchiques pour les agents) ont ouvert de nombreuses perspectives pour les Archives nationales en particulier.

Après cette expérimentation, les travaux se poursuivent à plus grande échelle désormais : conversion en RDF, fin 2018, de plus de 5000 notices d'autorité et des référentiels d'indexation, à l'occasion du hackathon des Archives nationales ; préparation en cours de jeux de données RDF pour les besoins du projet ANR ALEGORIA, à partir d'inventaires de fonds de photographies aériennes ; réalisation en 2019 d'un convertisseur industriel de notices EAC-CPF ; élaboration d'une stratégie sémantique pour les Archives nationales.

Présenté à plusieurs reprises notamment aux agents des Archives nationales en mai, le projet a également été montré lors de rencontres en France ou à l'étranger relatives à RiC.

Voir aussi l'article publié dans le n° 126 (juillet-septembre 2018) de la revue *Archivistes !* de l'Association des archivistes français [AAF] (« Le prototype PIAAF : pour une sémantisation de qualité des métadonnées archivistiques », p. 22-23).

Recherche du terme « carta » dans l'interface bêta d'HIMANIS (registre JJ 67).

Le projet HIMANIS

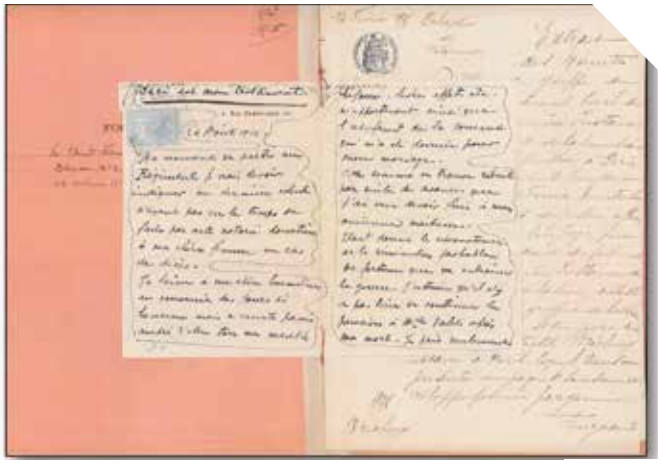
Le projet HIMANIS (*His*torical *Man*uscripts *I*ndexing for User-Controlled *S*earch), lancé en 2015 à l'initiative de l'IRHT, est la première opération suivie par les Archives nationales qui ait expérimenté, sur une masse importante de documents, les technologies de reconnaissance par ordinateur des écritures manuscrites (*HTR – Handwritten Text Recognition*). 199 registres de la chancellerie royale française, dont 180 appartiennent aux Archives nationales, sont accessibles sur une plate-forme bêta hébergée par l'un des partenaires du projet, l'université de Valence (Espagne), qui s'est notamment chargée des traitements HTR.

L'année 2018 a marqué la clôture officielle du projet, avec l'organisation par le département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime d'une journée d'étude conclusive qui s'est tenue le 29 mai à l'hôtel de Soubise. Les intervenants y ont abordé les enjeux tant scientifiques que technologiques. Après avoir rappelé l'importance pour les historiens de ce corpus emblématique et ses traitements antérieurs, ont été exposées les ambitions d'HIMANIS : pallier l'absence d'inventaire complet des registres de chancellerie en proposant une alternative avec la recherche en plein-texte dans ces archives. Cette possibilité a des répercussions sur la façon de rechercher et de consulter l'information : elle invite à réfléchir à l'évolution de l'indexation, en mettant en balance, d'un côté, la capacité à interroger le texte brut de la source, de l'autre, les référentiels élaborés par le filtre de l'archiviste qui s'attache notamment à désambigüiser les termes et à identifier les entités nommées. L'absence de ces référentiels dans le projet suppose une évolution du rôle de médiation de l'archiviste vis-à-vis de ses publics. L'utilisation par les historiens de la plate-forme a d'ailleurs fait l'objet d'un retour d'expérience. Enfin, la journée a permis de rappeler les principes de deux technologies utilisées par le projet et dont on suppose qu'elles prendront une place croissante dans l'avenir du métier : d'une part, les procédés de reconnaissance des écritures, d'autre part, le protocole de diffusion IIIF (*Internation Image Interoperability Framework*) qui permet, entre autres, de décentraliser les silos de stockage des images, en permettant à l'institution qui les a produites de les rendre accessibles et réutilisables sur d'autres sites tout en en gardant la maîtrise, ou encore de mettre en surbrillance et d'afficher sur les images les termes requêtés par le moteur de recherche.

Bien que le projet soit officiellement clos, l'IRHT et les Archives nationales continuent de travailler ensemble pour améliorer l'existant. Une nouvelle reconnaissance des écritures est en cours sur les registres du XV^e^ siècle, dont les premiers résultats étaient moins probants, tout comme une nouvelle interface de consultation, ajoutant un accès aux analyses des inventaires dématérialisés, est en cours d'élaboration.

Testaments de Poilus

Le 30 janvier 2018, après une année de travaux intensifs, la plate-forme de transcription collaborative des testaments de guerre de Poilus a été mise en ligne à l'adresse https://testaments-de-poilus.huma-num.fr, à l'occasion d'une demi-journée de conférence et d'ateliers de prise en main.



Testament d'Édouard Laurent, mort pour la France le 22 novembre 1914. Rédigé le 24 août 1914, il a été déposé chez le notaire le 13 février 1915. MC/ET/CXX/1536. © Arch. nat/pôle image

Dotée d'un tutoriel permettant de se familiariser avec les principes et la démarche de transcription et d'encodage, tout en découvrant une interface de transcription voulue aussi ergonomique et fluide que possible sans sacrifier à la rigueur requise pour l'encodage TEI, elle a très vite connu un vif succès.

Les tâches à réaliser en amont de la mise en ligne (import des métadonnées et des images) et celles à réaliser après la mise en ligne (contrôle de la qualité de la transcription et de l'encodage, validation ou rejet des contributions assortis de commentaires explicatifs) sont importantes pour tous les partenaires de ce projet soutenu par la Fondation des sciences du patrimoine, la Mission du Centenaire, les Archives nationales, les Archives départementales des Yvelines, l'École nationale des chartes (Centre Jean-Mabillon) et l'université de Cergy-Pontoise.

À la fin de l'année 2018, près de 350 contributeurs étaient inscrits et les 323 testaments qui ont été publiés (257 des Archives nationales, 66 des Archives départementales des Yvelines) étaient transcrits. Les contributions sont aujourd'hui de grande qualité, les bénévoles étant montés en compétence. Une journée des contributeurs a été organisée par les Archives nationales le 11 septembre 2018, qui a permis d'échanger autour d'ateliers très interactifs. Après cette journée, l'un des "top contributeurs" a reçu des droits supplémentaires, intermédiaires entre ceux du simple contributeur et de l'administrateur, ce qui lui permet d'aider à la validation.

Le pari du collaboratif en TEI est donc gagné, même si le projet est loin d'être achevé : il reste beaucoup de testaments à trouver, à munir de métadonnées, à numériser, à mettre en ligne et donc à transcrire puis à valider. D'autres départements ont rejoint le projet (comme le Val-d'Oise) ou pourraient le rejoindre.

Il reste surtout à créer, à partir des spécifications sommaires élaborées en 2018 en prenant notamment en compte le recueil des attentes des membres de l'équipe projet et des contributeurs bénévoles, une plate-forme grand public de restitution de l'édition numérique des testaments. Pour ce faire, l'équipe de projet a obtenu pour 2019 une aide nouvelle de la Fondation des sciences du patrimoine qui permettra de recruter un ingénieur-développeur.

Le projet a d'ores et déjà fait l'objet de nombreuses présentations publiques et de publications papier.

4/ La conservation

Les Archives nationales accordent une place très importante à la conservation préventive, axe majeur de travail pour une institution qui se doit de garantir la pérennité de ses fonds dans le temps. Si le bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine répond parfaitement aux normes de conservation, le site de Paris présente des conditions hétérogènes. Un important chantier des fonds a été mené sur certains ensembles du Minutier central des notaires de Paris pour les dépoussiérer, les reconditionner et les transférer dans des magasins de conservation plus adaptés.

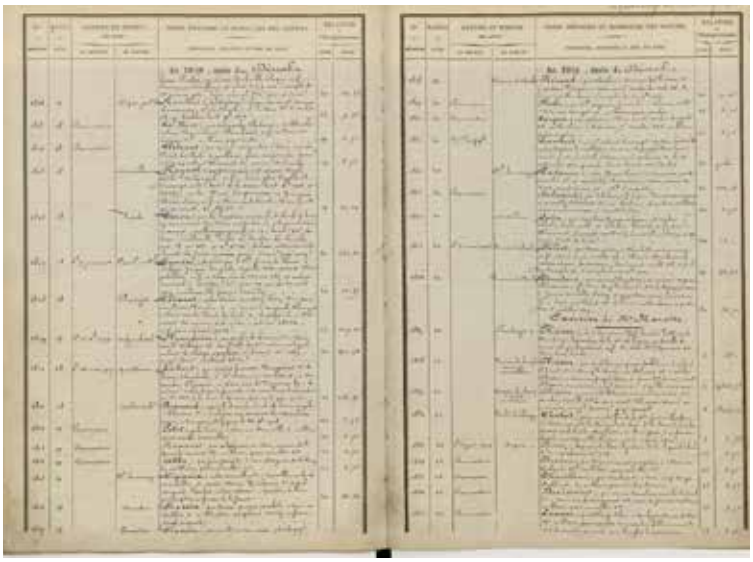
L'examen sanitaire des archives avant leur entrée fait partie des bonnes pratiques dans ce domaine. Parmi les risques désormais pris en compte figure l'amiante. Les Archives nationales ont mis au point un protocole permettant de vérifier l'existence d'un risque avant la collecte et, en cas de suspicion, une méthodologie pour vérifier la présence ou non de fibres d'amiante sur les archives déjà prises en charge.

Un des risques sanitaires courants pour le patrimoine écrit est celui du développement de moisissures. Moins connue, la présence de tâches rousses, où se trouvent aussi des éléments fongiques, mérite d'être explorée. Les Archives nationales se sont associées à un programme de recherche sur ce phénomène, appelé « foxing ».

À la frontière entre préservation et diffusion, la numérisation est un autre secteur important de la stratégie de l'institution. De nombreuses campagnes de numérisation, précédées d'opérations préalables de restauration, ont été menées aux fins de publication des images obtenues dans la salle des inventaires virtuelle, pour la plus grande satisfaction des chercheurs. La conversion d'anciennes

images microfilmées en fichiers numériques s'est ajoutée aux opérations de numérisation directe des originaux, ce qui a permis de mettre en ligne 1 300 000 images en 2018.

Le chantier des fonds du Minutier central



Page de répertoire du notaire Louis Marotte. MC/RE/XLIII/42. © Arch. nat./pôle image

Sur le site de Paris, le projet CAMUS et le Schéma directeur immobilier des Archives nationales entraîneront le déplacement, en 2019, des quelque 9 kilomètres linéaires de minutes notariales conservées dans le dépôt Minutier.

Les premiers versements de minutes notariales reçus par les Archives nationales, au début des années 1930, qui couvrent essentiellement la période du XV^e^ au XVIII^e^ siècle, ont été aussi les premiers conditionnés et les plus consultés par les lecteurs, en raison des travaux d'inventaire dont ils ont bénéficié. Cela explique qu'ils soient aussi ceux dont les conditionnements (chemises, sangles, boîtes) ont le plus souffert des manipulations multiples dont ils ont fait l'objet.

C'est pourquoi les Archives nationales ont décidé de lancer, à l'occasion de ce transfert, un ambitieux chantier de dépoussiérage et de reconditionnement des minutes des vingt premières études, soit 1 712 mètres linéaires.

Après une opération test menée en interne, au mois de juin, sur les 108 mètres linéaires de l'étude XVIII, le chantier a été confié à une entreprise spécialisée. Au cours des mois de septembre et d'octobre, en sept semaines, les minutes des études I à XI ont été dépoussiérées, reconditionnées et transférées dans le Grand Dépôt Napoléon III ; une seconde opération est programmée en 2019 sur les minutes des études restantes (XII à XVII, XIX et XX).

Le choix a été fait, à l'occasion de ce chantier, de « dégrouper » systématiquement les articles, c'est-à-dire de mettre fin à la pratique voulant que plusieurs cotes soient groupées à l'intérieur d'une même boîte. La communication des minutes notariales en sera facilitée et leur conservation améliorée. Le nombre de boîtes passera donc de 15 410, avant reconditionnement, à environ 20 600 à l'issue du chantier.

Afin de limiter l'impact de celui-ci sur le travail des lecteurs, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, un lot de minutes reconditionnées a été rouvert chaque jour à la communication, dès leur réimplantation dans les magasins.

La prise en compte du risque amiante dans les fonds d'archives

Depuis le 1^er^ janvier 2017, les Archives nationales demandent, avant tout versement d'archives, communication du dossier technique amiante [DTA] des bâtiments dans lesquels ces archives ont été produites ou entreposées. À la fin de l'année 2018, 231 DTA avaient été transmis aux Archives nationales, couvrant l'essentiel des administrations centrales et de nombreux opérateurs, ainsi qu'une partie des études de notaires.

L'analyse des DTA reçus a conduit les Archives nationales à suspendre la collecte des archives provenant de trois sites, ainsi que le traitement et la communication des archives déjà collectées en provenance de ces mêmes sites.

En s'appuyant sur le précédent que constituent les mesures d'empoussièrement réalisées sur le site de Fontainebleau en 2009 et sur les recommandations du vade-mecum diffusé par le ministère de la Culture en 2017, et avec le concours d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, une méthodologie pour la réalisation de mesures d'empoussièrement en situation de simulation d'activité a été élaborée. Un atelier

mobile, destiné à permettre la manipulation dans des conditions optimales de sécurité des archives pour lesquelles existe un risque de pollution par des fibres d'amiante, a été aménagé. Actuellement stationné sur le site de Fontainebleau, il pourra être transféré sur celui de Pierrefitte-sur-Seine ou mis à disposition d'un autre service d'archives si nécessaire.

Grâce à la présence de cet atelier, deux premières campagnes de mesures d'empoussièrement ont été réalisées en octobre et novembre 2018. Aucune fibre d'amiante n'a été détectée dans l'air prélevé (mesures d'ambiance et sur opérateur) lors de la manipulation des archives, dans des conditions reconstituant l'activité des archivistes ou des lecteurs. Ces résultats négatifs ont permis de réouvrir à la communication deux des fonds d'archives concernés par les mesures d'embargo mises en œuvre.

Ces campagnes de mesures d'empoussièrement se poursuivront en 2019.

La science participative : une enquête sur le *foxing*

Le *foxing*, ou piqures rousses, se caractérise par la présence sur le papier de taches irrégulières, de couleur jaunâtre à rousse, qui migrent d'un feuillet à l'autre. Si la présence dans ces taches d'éléments fongiques est avérée, leur rôle dans l'apparition du phénomène reste très mal connu.

À l'initiative du Centre de recherche sur la conservation, les Archives nationales ont sollicité les lecteurs, sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, pour participer à une enquête sur la prévalence du *foxing* : au mois d'octobre, pendant deux semaines, ils ont été invités à répondre, pour chaque article consulté, à un questionnaire simple.

De nombreux lecteurs se sont prêtés au jeu et plus de 1300 questionnaires ont été remplis, pour 4000 articles communiqués, soit un taux de réponses de près d'un tiers. Les dates des documents consultés confirment les centres d'intérêt des lecteurs des Archives nationales, avec une sur-représentation des décennies 1770 à 1830 et 1930 à 1970.

De 1650 à 1850, la proportion de réponses positives est d'une remarquable constance, entre 38 et 46 %, ce qui veut dire que 40 % environ des articles, liasses ou registres, communiqués comportent au moins un feuillet présentant une trace de *foxing*. Ce taux baisse ensuite, pour s'effondrer à partir de 1890. Ces résultats, dont les sondages effectués par les Archives nationales sur quelques articles confirment la fiabilité, conduisent à s'interroger sur un lien éventuel entre l'évolution des techniques de fabrication du papier au cours des trois derniers siècles et la prévalence du *foxing*.

La Bergerie nationale de Rambouillet. © Arch. nat./pôle image

Dans tous les cas, ils ouvrent la voie à une poursuite du travail de recherche sur ce phénomène. Sans cet exercice de « science participative », mener en deux semaines une enquête portant sur plus de 1300 articles aurait été impossible.

Restauration/numérisation

Après une année de démarrage avec trois nouveaux prestataires de numérisation, la cadence de production est passée d'un tempo modéré à un tempo allègre qui a permis d'obtenir en 66 projets près de 400 000 fichiers numériques. 13 opérations ont été menées en partenariats, scientifique ou financier, avec l'USHMM [United States Holocaust Memorial Museum], le Mémorial de la Shoah, la Fondation Napoléon, l'IGN [Institut géographique national], le Collège de France ; certaines sont associées à des projets de recherche d'envergure (ANR-ALEGORIA, VERSPERA, HIMANIS).

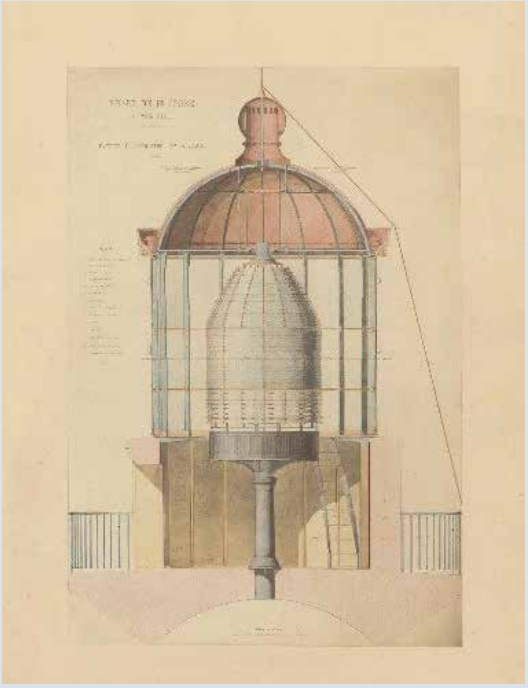
À cette production se sont ajoutés 888 981 fichiers numérisés par le Centre national de la numérisation et du microfilm d'Espeyran à partir des microfilms qui y sont déposés. Une fois renommés, les fichiers ont été liés aux instruments de recherche et sont désormais quasiment tous en ligne.

Les campagnes de numérisation se jouent suivant une partition à plusieurs voix entre les responsables des fonds, les ateliers de restauration, le pôle image, les prestataires ou l'atelier photographique et le département de la Maîtrise d'ouvrage du système d'information.

La numérisation recouvre une succession d'opérations qui dépassent largement le périmètre de la prise de vue : préparation matérielle et scientifique des originaux, interventions éventuelles en restauration et reconditionnement, prise de vue et post-production, contrôles et reprises, chargement en bibliothèque numérique, mise en ligne *via* les instruments de recherche. Ces opérations s'étendent sur plusieurs mois, voire plusieurs années, notamment lorsqu'il s'agit de corpus très volumineux avec des problématiques de restauration.

Sur les 66 opérations menées cette année, 25 projets avaient fait l'objet d'une restauration préalable en 2017 ou 2018. La préparation pour numérisation représente 70 % de l'activité de l'atelier de restauration et certains projets nécessitent des découpages en lots et des phasages sur plusieurs années. Ainsi les documents restaurés en 2018 partent en numérisation en 2019 et seront en ligne à la fin de l'année 2019.

Zoom sur quelques opérations marquantes de restauration/numérisation



CP/F/14/17534/2, pièce 47 © Arch. nat./pôle image

Phares et balises

Les plans provenant du service des phares et balises du ministère des Travaux publics et des Transports sont issus de dossiers techniques de suivi de la gestion des phares, organisés par département puis classés par phare. Ces archives constituent une documentation très riche sur l'architecture des bâtiments, mais également sur les équipements constitutifs de ces édifices.

Ce fonds, coté en sous-série CP/F/14 et conservé par le département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture, comporte des plans de petit à moyen format, réalisés sur papier plus ou moins fort et sur papier transparent. Ils présentent un fort empoussièrement, des déchirures, des lacunes et des déformations qu'il faut réduire afin de permettre leur numérisation dans de bonnes conditions. La principale difficulté de ce projet réside dans la masse de documents à traiter : près de 4000 plans. Pour cette raison, leur restauration est échelonnée sur plusieurs années, à raison d'environ 500 plans par an.

Cartothèque de la Reconstruction

Les archives du service des travaux topographiques, dites «Cartothèque de la Reconstruction» (1941-1980) sont des vues aériennes d'agglomérations à axe oblique. Elles servaient à préciser le relief ainsi que le volume du bâti avant l'exécution des plans topographiques devant permettre aux services des ministères chargés de l'équipement d'évaluer les dommages occasionnés par la Seconde Guerre mondiale et d'agir en conséquence.

Les négatifs en acétate constitutifs de ce fonds présentaient un empoussièrement et un enroulement dû à leur mode de conservation et à la tendance ordinaire de ce type de matériau à se déformer. Après le dépoussiérage des négatifs, les tuilages et pliures ont été en partie rectifiés par une réhydratation en chambre d'humification et un séchage sous poids. Les déformations rémanentes ont été contraintes par un mode de conditionnement particulier ; l'installation d'une vingtaine de clichés entre des plaques de carton de conservation puis leur insertion dans une enveloppe à quatre rabats. Sur la totalité du fonds, 292 négatifs particulièrement déformés ont été restaurés.

Avec les vues aériennes des fonds LAPIE, ces photographies forment le corpus de recherche de l'ANR-ALEGORIA.

Interventions plus complexes réalisées en 2018 sur des archives qui seront numérisées en 2019

Albums Lyautey

Les 15 albums photographiques conservés au département des Archives privées ayant appartenu à Hubert Lyautey se composent de clichés rapportés au cours de ses affectations en Indochine, à Madagascar et en Afrique du Nord (Algérie et Maroc) ainsi que de photographies familiales et personnelles. Les photographies ont été nettoyées, parfois séparées des pages, leurs déchirures réduites, leurs lacunes comblées et leurs déformations rectifiées, puis elles ont été réintégrées à leur place dans les pages. Les pages acides des albums ont aussi été nettoyées, consolidées, renforcées et comblées. Les reliures, quant à elles, seront restaurées après la numérisation des photographies afin de permettre une reproduction optimale des images et des légendes.

Plaques de verre Bertillon

Planches des formes de l'oreille et du nez élaborées par le service parisien de l'Identité judiciaire. Y B1 et Y B5.
© Archives de la préfecture de police de Paris

Les clichés négatifs sont issus d'un ensemble de photographies ayant servi à la déposition d'Alphonse Bertillon comme expert en écritures-graphologue au Conseil de guerre, réuni à Rennes en 1899, pour rejuger le capitaine Alfred Dreyfus. Y figurent des reproductions de spécimens de l'écriture de ce dernier et des pièces à conviction (bordereaux, notes et lettres) pour établir des points de comparaison. Ils présentent un intérêt incontestable pour l'étude de la méthode d'analyse d'écriture proposée par Bertillon et les partis pris et intentions qu'ils révèlent.

575 clichés négatifs sur plaque de verre d'un format variant du 24 x 30 cm au 50 x 60 cm ont nécessité une prise en charge. Nombre de clichés présentent des fêlures, ruptures et/ou des lacunes. Ils ont été nettoyés et, en fonction des dommages, doublés d'une plaque de PMMA ou d'une lame de verre, reconstitués et consolidés avec de la résine acrylique optique, comblés avec des pièces de carton puis installés entre deux lames de verre. Pour assurer l'adhérence des fragments par la résine optique, ceux-ci ont été maintenus les uns au contact des autres au moyen d'agrafes métalliques en guise de ponts. Une protection ponctuelle de la surface a été appliquée afin de pouvoir les fixer temporairement. Une fois la résine sèche, les agrafes, la protection de surface et le surplus de résine ont été retirés mécaniquement. Les clichés consolidés demeurent fragiles et ceux dont les lacunes ont été comblées avec des pièces de carton de conservation sont placés entre deux lames de verre.

Ces plaques de verre seront numérisées en interne par rétro-éclairage avant de faire l'objet d'une exposition organisée par le département de la Justice et de l'Intérieur.

« Rouleaux d'esclaves »

Originaire de Toulon, la famille Panon-Desbassayns s'installa sur l'île de La Réunion (ancienne île Bourbon) au XVII^e^ siècle. Elle forma des alliances avec plusieurs familles comme les de Villèle et se consacra à l'exploitation du café et de la canne à sucre. La famille possédait une usine sucrière sur les hauteurs de la commune de Saint-Paul. Les documents restaurés sont composés d'une liasse de documents manuscrits des familles Panon-Desbassayns et de Villèle ainsi que de 5 rouleaux listant les esclaves employés sur la plantation. Ces « rouleaux d'esclaves » écrits à l'encre métallo-gallique étaient très dégradés, à l'état de la dentelle de papier, et ont nécessité une longue restauration. L'encre utilisée, malheureusement très répandue, est constituée de sels métalliques et de tanins végétaux et a la particularité de s'oxyder et de ronger le support sur lequel elle a été apposée. L'humidité étant le principal catalyseur de cette réaction, le climat de La Réunion a grandement favorisé l'importante dégradation de ces documents. L'affaiblissement généralisé ainsi que les multiples lacunes du support ont nécessité de

doubler entièrement les rouleaux et de réaliser des renforts et des comblements de lacunes ponctuels sur la liasse de documents. Malgré leur restauration, ces documents demeurent fragiles et doivent être manipulés avec précaution. L'action corrosive de l'encre ne pouvant être interrompue, mais seulement ralentie par de bonnes conditions de conservation, ces documents continueront de se dégrader.

Ils seront numérisés en interne par l'atelier photographique du site de Pierrefitte-sur-Seine.

Restriction. Inventaire - AB/XIX/4000-AB/XIX/4122.
© Collection Forien de Rochesnard

Collection Jean Forien de Rochesnard

Le collectionneur Jean Forien de Rochesnard a réuni une documentation foisonnante sur les difficultés posées par le ravitaillement des populations : titres et cartes de rationnement, extraits d'ouvrages, coupures de presse, dessins humoristiques ou encore cartes postales, datant de la Première Guerre Mondiale pour les albums restaurés. Ces nombreux documents, de taille variée, étaient montés à l'aide de coins photo, sur des feuilles colorées correspondant à des thématiques établies par le collectionneur. Le tout était placé dans des pochettes plastifiées conservées dans des classeurs. Le travail de restauration a consisté à monter chacun des documents sur des onglets en papier japonais afin de sécuriser leur emplacement sur les pages et permettre un accès facile à leur verso. De fines feuilles de papier de conservation ont été placées derrière chaque document afin de l'isoler du papier coloré sur lequel il était monté et qu'il était indispensable de conserver. De petites réparations ont parfois été nécessaires. Le tout a ensuite été placé dans des classeurs fabriqués en matériaux de conservation. Ces nouveaux classeurs sont en cours de numérisation.

Connétablie et Maréchaussée de France (Z/1/C)

Les registres cotés Z/1/C sont relatifs aux causes et expéditions faites au greffe de la Connétablie et Maréchaussée de France. Cette cour, qui siégeait à la Table de marbre du parlement de Paris, avait une compétence à la fois administrative et judiciaire sur le personnel et les affaires dépendant de la charge du Connétable et du Maréchal de France. Ces registres, conservés au département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime, datent du XVI^e^ siècle. Ils ont subi de nombreuses dégradations : fort empoussièrement, lacunes, déchirures et rétractation des couvrures souples en parchemin, oxydation et rupture de certains supports de couture due à la présence de renforts métalliques, attaques de micro-organismes, déchirures et lacunes des feuillets de papier. Un long travail de restauration a dû être effectué afin de réparer les corps d'ouvrage, recoudre les cahiers, remettre à plat et réparer les couvrures, réaliser des reliures de conservation quand il n'était plus possible de réintégrer les corps d'ouvrage dans leurs couvrures. Celles-ci ont été conservées en défets, dans les boîtes de conservation des reliures.

5/ Les formations et les partenariats

Nos grands partenariats 2018

Pour l'écosystème de la recherche, 2018 a été une année charnière où s'est joué, en prévision des échéances fixées à 2019 par l'Agence nationale de la recherche [ANR)], le prolongement ou la transformation de consortiums dont les Archives nationales sont partenaires. Dans le cadre du troisième programme d'investissements d'avenir [PIA], les Archives nationales ont donc soutenu quatre projets d'écoles universitaires de recherche [EUR] dont deux ont abouti et seront financées pour 10 ans. Portée par l'université Paris Lumières, l'EUR Arts, Technologies, Numérique, Médiations humaines et Création [ARTEC], qui succède au Labex Arts H2H, promeut et articule des projets de recherche et des dispositifs de formation relatifs aux domaines des arts, des technologies, du numérique, des médiations humaines et de la création. L'EUR Humanités, création et patrimoine, adossée à Paris-Seine et à la Fondation des sciences du patrimoine [FSP], croise les sciences humaines et sociales avec les champs de la création et du patrimoine. L'EUR ARTEC a d'ores et déjà permis le démarrage d'un projet cofinancé sur deux ans autour des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep) « Éducation populaire : engagement, médiation et transmission », tandis que la FSP continue de financer plusieurs projets de

recherche très stimulants pour les Archives nationales (phases 2 des projets Testaments de Poilus et REX entre autres). Les Archives nationales ont également appuyé les projets des labex Hastec et Passés dans le Présent qui candidatent pour leur prolongement. Elles ont enfin participé à l'auto-évaluation de l'université Paris Lumières par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur [Hcéres].

Plusieurs collaborations nouvelles et prometteuses ont été établies, telles que l'ouverture d'un séminaire soutenu par le Labex Hastec, en collaboration avec le Cnam sur les nouveaux paradigmes de l'Archive liés à la généralisation des documents numérisés ou nativement numériques et des données massives.

Colloque conclusif de l'AMI Particip'Arc au Muséum national d'histoire naturelle, 11 juillet 2019. © #participarc

Dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt du département de la Recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie du ministère de la Culture, les Archives nationales ont contribué au groupe de travail « recherche culturelle et sciences participatives (Particip'ARC) » coordonné par le Museum national d'histoire naturelle. L'objectif était de regrouper une trentaine d'acteurs des domaines de la création et du patrimoine culturels afin de conduire une réflexion prospective pour favoriser la mise en œuvre de recherches culturelles participatives. Les travaux aboutiront en 2019, avec la remise d'un rapport, la programmation d'un colloque et la production d'un numéro de la revue *Culture et Recherche*.

En fin d'année, les Archives nationales ont intégré le Domaine d'intérêt majeur-matériaux anciens patrimoniaux (Dim-MAP), groupement francilien de pointe au niveau européen de 150 partenaires dont les appels à projets intéressent directement l'établissement, dans les trois axes de recherche Objets : provenance, chaînes opératoires, pratiques ; Altération et conservation ; Usages, archives et réflexivité notamment.

Enfin les Archives nationales sont « partenaire institutionnel associé » de *Time Machine*, projet en compétition dans le cadre des *FET Flagships*, initiatives de recherche visionnaires à grande échelle financées par la Commission européenne et s'attachant à de grands défis scientifiques et technologiques. *Time Machine*, qui regroupe plus de 200 institutions et organismes européens, entend développer de nouvelles technologies pour la numérisation, l'analyse, l'accès, la préservation et la communication du patrimoine culturel à grande échelle.

Master Histoire publique

Attentives aux sollicitations originales en matière d'enseignement, les Archives nationales apportent leur concours au master 2 Histoire publique de l'université Paris Est-Créteil depuis sa naissance, en septembre 2015. Destiné à des jeunes historiens titulaires d'un master 1 en histoire, ce master se donne comme objectif de leur apprendre à « faire de l'histoire autrement ». Sans abandonner les exigences méthodologiques et critiques de leur formation, ils apprennent à divulguer des connaissances en usant de formats variés : l'écrit, bien sûr, mais aussi le web, les réseaux sociaux, l'image, le son, la toile. Une immense variété de médias qui permet aujourd'hui à un public nombreux d'avoir accès à une histoire vivante, en train de se faire, dans les archives. Ces jeunes historiens ont également vocation à travailler avec les innombrables associations qui produisent une histoire locale, familiale, régionale, et à leur permettre de nouer des liens constructifs avec l'histoire « académique ». Aux Archives nationales, la collaboration entre étudiants du master Histoire publique, archivistes de la direction des Fonds et membres du département de l'Action culturelle et éducative, vise à faire émerger des masses documentaires d'une grande richesse mises à leur disposition, des formes d'écriture qui ne sont pas que savantes et à les initier aux diverses façons d'exposer et de médiatiser le matériau archivistique.

6/ La valorisation culturelle, pédagogique et artistique

Un concert dirigé par Zahia Ziouani aux Archives nationales. © Arch. nat.

Dans la lignée des actions engagées en 2017, l'année 2018 a été marquée par une série d'événements consacrés à l'histoire des femmes et à leur place dans la société, avec notamment un cycle de débats, des installations d'art contemporain (remise du prix *Aware* à l'hôtel de Soubise), une exposition audiovisuelle de témoignages (*Rappelle-toi Barbara*), un concert dirigé par Zahia Ziouani, un hommage à Simone Veil.

Les arts graphiques ont bénéficié de deux expositions très différentes dans leurs contenus et qui ont toutes deux connu un vrai succès : les dessins d'architecture du XVIIe siècle (*Dessiner pour bâtir*) et les dessins des survivants de la bombe atomique (*Hibakusha*).

Dans le domaine des partenariats artistiques, on retiendra deux points forts : l'installation très sensible de l'artiste japonaise Rieko Koga et les lectures publiques organisées au cours de l'exposition consacrée à Patrice Chéreau.

Les expositions

Dessiner pour bâtir, le métier d'architecte au XVIIe siècle

13 décembre 2017-12 mars 2018, Paris, hôtel de Soubise (Salle des gardes)

Exposition de grand format, sur les architectes du XVIIe *siècle*

Fréquentation : 11 896 entrées ont été comptabilisées à la caisse du musée et 35 000 passages à la cellule du hall d'entrée.

60 visites guidées ont été tenues durant les 3 mois d'exploitation de l'exposition, soit une moyenne de 1 à 2 visites guidées par jour, en majorité assurées par les commissaires de l'exposition (43).

100 visiteurs pour les Rencontres des acteurs du patrimoine, 10 février, 9 h 30-16 h

80 visiteurs pour la journée d'étude du 16 février, 9 h-18 h

80 visiteurs pour la Nuit de la lecture, samedi 20 février, 18 h-21 h

La fréquentation globale est très satisfaisante pour une exposition dont le sujet s'adressait *a priori* à un public de spécialistes ou d'amateurs et dont la durée d'exploitation était limitée à 3 mois (contre 4 en moyenne depuis 2014 et l'exposition *Jaurès*). Les chiffres relevés la situent dans la catégorie des expositions du site de Paris à la fréquentation moyenne, du type *Le Secret de l'État*, *Jean Jaurès* ou *La Demeure médiévale*, avec néanmoins un chiffre d'affaires à la caisse du musée relativement élevé (3e chiffre d'affaires le plus élevé après *Collaboration* et *Présumées coupables*), ce qui s'explique notamment par la hausse des tarifs du ticket d'entrée depuis le 1er décembre 2017.

Ouvrage : 718 exemplaires vendus dans les boutiques des Archives nationales (Paris et Pierrefitte-sur-Seine) pendant la durée de l'exposition. Mis en librairie par les éditions du Passage : 950 exemplaires vendus. Soit 1 668 ouvrages sur un tirage de 3 000 exemplaires. Cet ouvrage de type catalogue « Beaux-Arts », bien qu'étroitement lié à l'exposition, constitue un ouvrage de référence sur le sujet traité qui permet d'espérer que les ventes se poursuivent au-delà de la fermeture de l'exposition.

Hibakusha, dessins des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki

8 décembre 2017-31 mars 2018, Pierrefitte-sur-Seine

Exposition de format intermédiaire, coproduite avec la Maison des mémoires Joë Bousquet de Carcassonne, sur la mémoire dessinée des survivants de Hiroshima et Nagasaki

Fréquentation : 3 000 visiteurs ont été décomptés à la cellule de l'entrée de la salle d'exposition, ce qui représente vraisemblablement (en l'absence de comptage fin à la caisse, puisque l'accès de la salle d'exposition à Pierrefitte-sur-Seine est libre) la meilleure fréquentation des expositions temporaires organisées à ce jour en ce lieu. Le succès de *Hibakusha* montre l'importance de bien choisir les sujets des expositions programmées à Pierrefitte-sur-Seine. Dans le cas de *Hibakusha*, l'exposition a pu s'appuyer sur divers réseaux spécifiques (Maison du Japon, association culturelles franco-japonaises) pour atteindre des visiteurs potentiels suffisamment motivés pour se déplacer jusqu'au terminus de la ligne 13. Les commissaires de l'exposition ont assuré 36 visites (groupes allant de 1 à 25 visiteurs), qui ont rassemblé un peu plus de 400 personnes.

Ouvrage : 124 ouvrages vendus, soit l'intégralité du stock acheté par les Archives nationales à la Maison des mémoires qui en est l'éditeur.

68, les archives du pouvoir

2 mai-17 septembre 2018, Paris (Salle des gardes)
et Pierrefitte-sur-Seine

Exposition de grand format

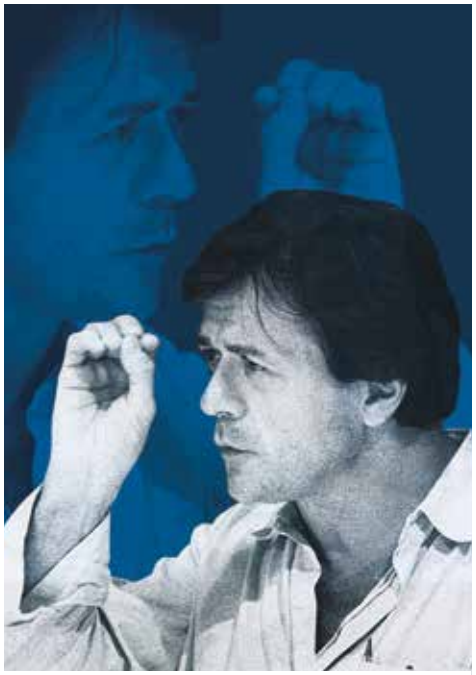
Fréquentation : à Paris, la cellule indique le passage de 50 000 personnes. 8 901 personnes ont été enregistrées à la caisse (dont Nuit européenne des musées : 2 100 et Journées européennes du patrimoine : 10 900).

À Pierrefitte-Sur-Seine : 2 505 entrées, auxquelles s'ajoutent 282 personnes pour les Journées européennes du patrimoine.

ORTF libre, affiche anonyme appelant à la liberté d'information.
© Arch. nat.

C'est une fréquentation un peu décevante (ce qui a été le cas des autres expositions présentées ailleurs sur le même sujet). La difficulté à mobiliser les visiteurs a été sensible dès le début (très faible affluence lors de la Nuit européenne des musées). Cela amène à s'interroger sur la pertinence des expositions commémoratives, qui peuvent bénéficier (ce qui a été le cas ici) d'une bonne couverture par la presse sans pour autant rencontrer le succès public.

Ouvrage : 331 exemplaires vendus dans les boutiques des Archives nationales (Paris et Pierrefitte-sur-Seine) du 3 mai au 17 septembre. Mis en librairie par *L'Iconoclaste* : 2 495 exemplaires vendus (sur un tirage de 6 000 exemplaires).



Patrice Chéreau à l'œuvre

22 octobre-2 décembre 2018, Paris (Salle des gardes)

Exposition de format intermédiaire, produite par l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne

Fréquentation : 11 300 personnes enregistrées par la cellule ; 3 319 visiteurs à la caisse.

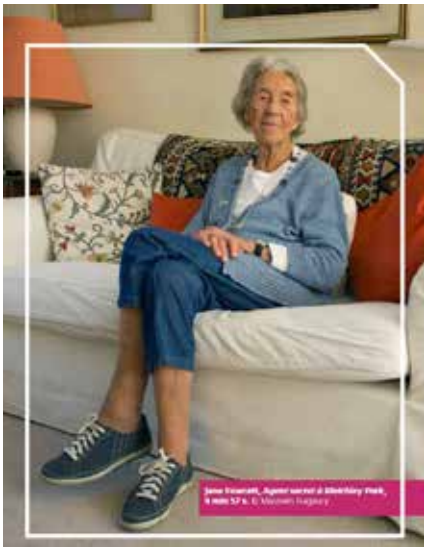
Environ 50 personnes à la lecture de Gérard Desarthe le 27 novembre ; 110 personnes à la lecture de Dominique Blanc le 24 novembre.

Ouvrage : 30 ouvrages vendus, soit la quasi-totalité du stock disponible.

Le budget et l'investissement en industrie consentis par les Archives nationales ont été très modérés pour une exposition de qualité. On peut souligner le succès de fréquentation et de vente des ouvrages pour une exposition n'ayant bénéficié d'aucune communication et de très peu de temps de visibilité. La fréquentation a augmenté tout au long de l'ouverture, bénéficiant visiblement d'un phénomène de bouche à oreille.

Rappelle-toi Barbara

11 octobre-5 décembre 2018, Pierrefitte-sur-Seine



Exposition-dossier présentant des témoignages de femmes sur leur quotidien pendant la Seconde Guerre mondiale, vidéos réalisées par l'artiste Maureen Ragoucy

Fréquentation : 1 258 entrées pour 47 jours d'ouverture au public (le site était ouvert tous les samedis). Soit une moyenne de 26 visiteurs par jour.

On peut considérer que cette exposition enregistre un bon résultat, compte tenu du coût modéré de l'opération, en budget comme en industrie.

14-18 Grande Collecte

15 octobre 2018-14 janvier 2019, Paris et Pierrefitte-sur-Seine

Exposition-dossier sur la collecte des témoignages sur la Grande Guerre

Fréquentation : le bilan est difficile à établir, puisque les présentations étaient en accès libre dans les halls des salles de lecture, sur les deux sites.

1500 livrets distribués.

Aux archives, citoyennes !

Un réseau de partenaires pour une saison culturelle sur la place des femmes

En 2018, les Archives nationales ont poursuivi leurs actions en faveur de l'égalité femmes/hommes lancées à l'automne précédent, autour des deux derniers thèmes du cycle, l'engagement des femmes et la culture. Elles ont ainsi entamé l'année en exposant à l'hôtel de Soubise (24 janvier-12 mars) les œuvres des huit artistes femmes (4 confirmées et 4 « émergentes ») nommées pour le prix annuel de l'association *AWARE* (*Archives of Women Artists Research and Exhibitions*), qui a pour mission de mieux faire connaître l'histoire des femmes artistes et de valoriser leur travail actuel.

Mélanie Matranga, *You, me, others*, 2015, My shape, 2017, techniques mixtes, dimensions variables, Nil Yalter, *Le chevalier d'Éon*, 1978, vidéo noir et blanc, 15 min, vue du salon de la Princesse, Hôtel de Soubise, Archives nationales, 2018, Courtesy des artistes, © Émile Ouroumov

Avec l'appui de 50/50 magazine, un cycle de débats autour des violences faites aux femmes et des discriminations a été proposé ensuite sur le site de Pierrefitte-sur-Seine (21 et 23 mars, 5 avril). Un bilan des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre les discriminations de genre a été dressé à partir de l'expérience de femmes élues locales (mairie de Strasbourg, région Bourgogne-Franche Comté) et des enquêtes du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes [HCE]. L'association *Acceptess-t* a témoigné sur la gravité des violences et des discriminations subies par les personnes transgenres. L'association *Africa 93* et la Maison des femmes de Saint-Denis, ont, quant à elles, partagé leur expérience sur les violences faites aux femmes et sur les moyens mis en œuvre pour traiter les traumatismes liés à ces violences.

En avant-première de la Nuit européenne des musées, l'association *AWARE* et le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes se sont mobilisés pour que se tienne aux Archives nationales (site de Pierrefitte-sur-Seine) une riche soirée de débats autour des femmes et de la Culture (17 mai). À la suite du rapport remis le 16 février 2018 par le HCE à la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, sur les inégalités entre les femmes et les hommes dans les arts et la culture, des femmes engagées sur le terrain local (photographe, chorégraphe, comédienne), les corapporteurs du rapport du HCE et la chargée de mission Diversité-Égalité du ministère de la Culture ont présenté les constats, les expériences en cours,

les projets éducatifs. Les associations Aware et Mnémosyne, le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir et le département d'Études de genre de l'université Paris 8 ont à leur tour explicité comment réunir et faire connaître les sources d'une histoire plus inclusive qui redonne aux femmes la place qui est la leur.

Les Archives ont également dédié la Fête de la musique à la place des femmes dans les arts en invitant le 21 juin à Pierrefitte-sur-Seine, pour un grand concert gratuit, l'orchestre symphonique Divertimento (en résidence à Stains) dirigé par la cheffe d'orchestre Zahia Ziouani. Les Archives nationales ont clos cette saison par un partenariat avec le Centre des monuments nationaux à l'occasion de l'entrée de Simone Veil au Panthéon, en mettant à disposition du CMN les archives privées de la première présidente du Parlement européen puis en tenant une exposition hommage sur les grilles du site de Pierrefitte-sur-Seine.

Enfin, le 9 juin, la Journée internationale des archives dont le thème était les femmes au travail, a été l'occasion de débats, témoignages et rencontres sur l'urgence de collecter et d'identifier les fonds d'archives de femmes ou sur les femmes, notamment dans le cadre de leur participation au monde du travail.

Les partenariats artistiques et culturels

Un voeu pour l'éternité, Rieko Koga.

En 2018, les projets artistiques se sont déployés sur les deux sites des Archives nationales autour de plusieurs axes.

Des partenaires, des festivals et des manifestations ont proposé une programmation qui a trouvé un écho avec le monde des archives ou qui s'est inscrite plus largement dans la programmation musicale. 8 festivals ont été accueillis : Africolor, l'ouverture de Métis, du festival de Saint-Denis, Jazzycolors, le festival des cultures juives, Concordan(s)e et Paris en toutes lettres. La 4e édition du festival des Traversées du Marais a croisé le travail de l'artiste textile japonaise Rieko Koga avec des archives des XVIIIe et XIXe siècles du ministère du Commerce. L'œuvre participative composée de 600 vœux collectés et brodés par l'artiste a ensuite servi de support à la carte de vœux numérique des Archives nationales.

Les manifestations culturelles nationales – Nuit de la lecture et Nuit européenne des musées – ont été l'occasion d'accueillir des lectures en partenariat avec le théâtre Gérard-Philipe, centre dramatique national de Saint-Denis, et le Conservatoire national supérieur d'art dramatique.

La Nuit Blanche a été organisée par l'association Jeunes Talents qui organise sa saison musicale aux Archives nationales. Pour ses 20 ans, l'association a présenté une série de concerts dans la cour d'honneur.

Durant l'exposition *Patrice Chéreau à l'œuvre*, une petite dizaine d'impromptus chorégraphiques de Thierry Thieu Niang ont eu lieu dans la cour d'honneur. Les comédiens Dominique Blanc et Gérard Desarthe ont lu respectivement *J'y arriverai un jour*, série d'entretiens de Patrice Chéreau avec Georges Banu, et des extraits de l'épopée *Peer Gynt* d'Henrik Ibsen dans laquelle il avait tenu le rôle principal.

À Pierrefitte-sur-Seine, l'exposition de restitution de la résidence territoriale de deux ans des deux photographes Lola Reboud et Valérie Frossard, avec l'appui de l'atelier de photographie des Archives nationales pour les tirages de grand format, a été un apport précieux pour rendre la qualité du travail mené par les deux photographes et l'implication des participants dans un travail au long cours.

Enfin, les Archives nationales ont renouvelé leur participation à l'appel à projet du ministère de la Culture *C'est mon patrimoine* en proposant quinze journées associant visite du site et présentation des missions de l'institution avec un atelier de pratique artistique dans le domaine de la bande dessinée, de la danse et de la sérigraphie.

Au total, 6 877 spectateurs ou participants ont fréquenté l'une de ces propositions. Elles sont chaque fois l'occasion d'une entrée dans les archives par le biais de la création et suscitent un vif intérêt et une curiosité toujours plus grande de la part des spectateurs comme des artistes.

L'accueil des enseignants aux Archives nationales

Cette année encore, ce sont près de 500 professeurs, chargés d'élèves du primaire ou du secondaire, qui ont été accueillis sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, dans le cadre de la formation continue, des vernissages pédagogiques des expositions ou, comme cela a été le cas pour les personnels du lycée d'application de l'ENNA de Saint-Denis, lors de leur journée de pré-rentrée. Professeurs des écoles ou professeurs d'enseignement général, technologique et professionnel, viennent ainsi découvrir les lieux et les missions des archives, compléter et actualiser leurs connaissances, mais aussi identifier les ateliers et les médiations susceptibles d'enrichir leurs enseignements.

Construites en partenariat avec les délégations académiques aux arts et à la culture [DAAC] et les circonscriptions pédagogiques des trois académies franciliennes, les formations répondent aux attentes de l'Éducation nationale et s'insèrent dans les champs disciplinaires spécifiques ou transversaux. Les enseignants du pôle humaniste sont les plus nombreux : histoire-géographie (pour la moitié d'entre eux), lettres, langues vivantes, mais aussi arts plastiques, musique, sciences et documentation.

Échanges pendant l'atelier *Un crime passionnel au XIX*e siècle. © Arch. nat./P. Berni

Ces actions de formation s'avèrent aujourd'hui indispensables pour faire connaître et enrichir les propositions pédagogiques du service éducatif, auprès d'enseignants qui connaissent peu ou mal les archives et s'orientent davantage vers les structures muséales.

Archives nationales et ZSP-Culture

Les Archives nationales se sont inscrites dans une convention de jumelage, aux côtés du Pôle Sup'93, établissement d'enseignement supérieur de la musique, pour la mise en œuvre du volet culturel de la zone de sécurité prioritaire de Quatre-Chemins-Pantin-Aubervilliers. L'objectif de ce dispositif est de favoriser l'accès à la culture à des publics, enfants, adolescents et adultes, qui en sont éloignés.

En partenariat avec des associations locales, le service éducatif des Archives nationales a construit avec les habitants de ce quartier, marqué par les inégalités face à l'emploi, l'éducation et la culture, un parcours de découverte culturelle et artistique, intitulé le *Carrefour des Mémoires,* organisé au fil de la programmation des expositions présentées aux Archives nationales. Visites-découvertes, ateliers artistiques (théâtre, musique, danse, cinéma), soirées-débats et restitutions permettent aux habitants, tout en découvrant la richesse des fonds d'archives, de s'interroger sur la relation qu'ils entretiennent avec le territoire où ils vivent, leur histoire individuelle et son inscription dans une histoire collective et partagée.

Cette année, à la fin du printemps, a été donnée la restitution du volet organisé autour de l'exposition *68, les archives du pouvoir* sous la forme de la création scénique *Les voix de la contestation*. Depuis la fin de l'été, habitants, associations, étudiants du Pôle Sup'93 et équipe du service éducatif travaillent à une création musicale, théâtrale et chorégraphique, élaborée à partir des documents d'archives sélectionnés en vue de l'exposition *La police des Lumières.* Ateliers sur l'*Encyclopédie,* découverte des décors rocaille de l'hôtel de Soubise, initiation à la contredanse et découverte du répertoire musical du siècle des Lumières sont au rendez-vous de cette nouvelle édition.

L'exposition sur la police des Lumières sert de trame cette année pour le spectacle en création élaboré en 2019. Les plus jeunes découvrent le siècle des Lumières, à la Bibliothèque des Archives nationales, en consultant l'édition originale de l'*Encyclopédie*. © La fabrique itinérante

L'éducation artistique et culturelle aux Archives nationales

En 2018, le service éducatif a continué à développer des propositions, notamment en Seine-Saint-Denis, permettant d'enrichir la connaissance des documents d'archives par une approche artistique et sensible, en lien avec l'actualité culturelle des Archives nationales, dans les domaines plus spécifiques des arts plastiques, des arts visuels et de l'éducation musicale.

Elles s'appuient sur un travail transversal mené avec des équipes éducatives, des artistes (photographe, musiciens, auteure, comédiens) et sur des partenariats bien établis avec le CRR93, le CRR de Cergy-Pontoise, Pôle Sup'93, ou des associations telles ProQuartet.

La journée professionnelle *Archives et Éducation artistique et culturelle* sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, le 13 décembre 2018. © Arch. nat./SED

Ces parcours, inscrits dans les projets des écoles ou des établissements engagés, se déclinent tout au long de l'année scolaire. Ils sont structurés autour des trois composantes de l'EAC, pour développer les connaissances des enfants, leur pratique artistique et la fréquentation de lieux culturels. Ils permettent la rencontre entre des publics variés et proposent un partage de savoirs et d'expériences : étudiants musiciens et élèves de primaire ou du secondaire, élèves et artistes lors des résidences pédagogiques (projets musique), lycéens et collégiens de Paris et de banlieue (projet Hibakusha). Les restitutions ont pris différentes formes : ateliers-concerts, expositions pédagogiques, livre numérique, site Internet dédié.

Fortes de cette expérience, en partenariat étroit avec le Service interministériel des Archives de France, les Archives nationales ont conçu une journée professionnelle sur le thème « Archives et EAC » à Pierrefitte-sur-Seine le 13 décembre.

7/ La valorisation du patrimoine architectural du site parisien

© Arch. nat.

Dans le cadre de ses missions, le service de la gestion immobilière et logistique des Archives nationales évalue, programme et coordonne de nombreuses opérations de maintenance des installations, des travaux d'entretien courant et de grosses réparations, des travaux d'aménagement. Pour ce faire, les Archives nationales affectent un budget à ces actions auquel vient s'ajouter un budget spécifique au site Parisien dédié aux monuments historiques et alloué par la sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés du ministère de la Culture.

Dans ce dernier cadre, en 2018, trois opérations ont été réalisées grâce à ces crédits :

- la phase 2 du ravalement de la cour de Clisson (la phase 1 ayant été réalisée en 2017),
- le nettoyage du portail médiéval donnant sur la rue des Archives
- l'aménagement du parvis du 60 rue des Francs-Bourgeois.

L'ensemble de ces opérations a pour but de maintenir et d'améliorer les performances techniques des immeubles comme l'habillage en plomb du bandeau régnant sur la façade du musée. Ce matériau assure une étanchéité parfaite des maçonneries et a une très grande tenue et durée de vie. De même, le remplacement des joints et des parties de parement en ciment, fruit d'interventions anciennes, par des enduits à la chaux et des pierres naturelles permet de retrouver une bonne compatibilité entre les matériaux et une cohérence esthétique.

Les travaux d'aménagement du parvis du 60 rue des Francs-Bourgeois permettent d'améliorer la sécurité par la mise en place d'une borne escamotable, d'assurer l'accessibilité par la reprise des joints de pavés pour avoir une planéité plus confortable. Cette accessibilité est renforcée par l'abaissement de dalles

de pierre en symétrie de l'entrée pour assurer l'accès au péristyle. L'accessibilité du péristyle annonce les travaux qui seront menés par l'architecte en chef des monuments historiques en 2019/2020 pour assurer l'accessibilité du musée (création d'un ascenseur et accessibilité du rez-de-chaussée du musée). De plus, cette opération a permis également de « nettoyer » l'entrée du site d'éléments obsolètes (ancien système de fermeture automatique) et de restaurer la grille.

La mise en valeur du patrimoine s'accompagne donc d'améliorations techniques et d'usage.Dans le cadre des travaux d'entretien et d'aménagement, une importante opération a été menée aux deuxième et troisième étages de l'hôtel d'Assy dans les espaces occupés par le département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime [DMAAR] : reprise de l'ensemble des réseaux de câblages courant fort et courant faible (informatique), réfection des enduits, des sols, de l'éclairage, mise en peinture et changement de mobilier vétuste par du mobilier ergonomique.

Des espaces ont aussi été remis à niveau au rez-de-chaussée de l'hôtel d'Assy pour recevoir des agents du département de la Maîtrise d'ouvrage du système informatique, ainsi que les organisations syndicales. Les travaux ont été de même nature que ceux du DMAAR.

Au Caran, des espaces spécifiques ont été créés pour recevoir les associations hébergées sur le site, des bureaux pour les agents du service éducatif et de la Mission pour la diffusion scientifique. Ces nouveaux aménagements ont permis de dégager des espaces pour accueillir le département de l'Archivage électronique et des archives audiovisuelles [DAEAA] jusqu'alors implanté sur le site de Fontainebleau et, notamment, pour créer un espace technique pour recevoir les serveurs. Les espaces sont pourvus d'une climatisation autonome.

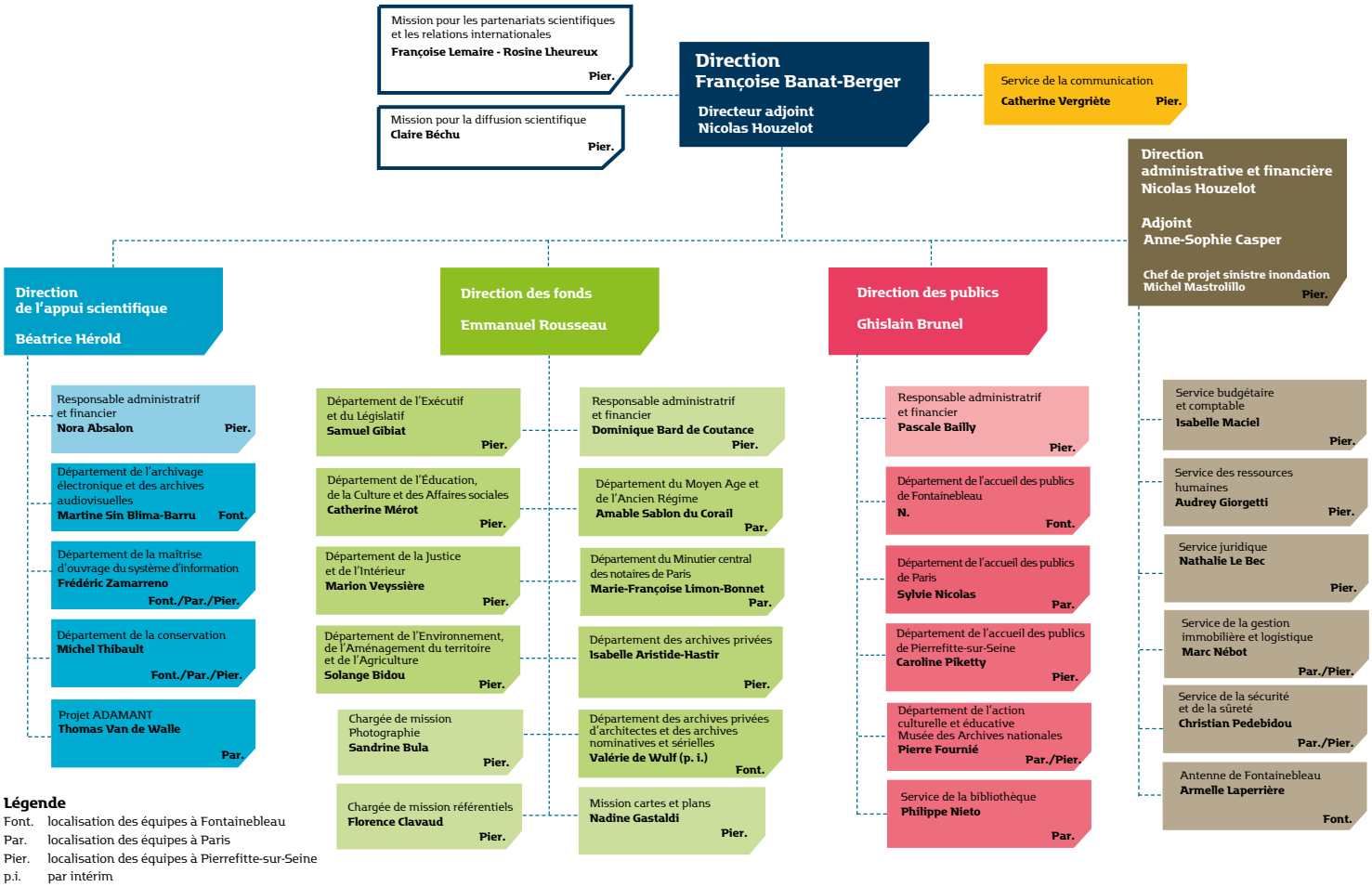
Rénovation du magasin Louis-Philippe. © Arch. nat.

Enfin, le projet de remise à niveau des deuxième et troisième étages du magasin Louis-Philippe est en cours. Il s'accompagne de la mise aux normes de l'ascenseur « cartes et plans » entrepris en novembre.

L'ensemble de ces travaux permet de mieux accueillir le public, de valoriser l'important patrimoine historique du quadrilatère, mais aussi de rationaliser les espaces et d'offrir de meilleures conditions de travail aux agents des Archives nationales.

ANNEXES

Annexe 1 - Organigramme des Archives nationales



Légende

Font. localisation des équipes à Fontainebleau
Par. localisation des équipes à Paris
Pier. localisation des équipes à Pierrefitte-sur-Seine
p.i. par intérim

Annexe 2 - Colloques et journées d'étude

A) Colloques et journées d'étude organisés ou coorganisés par les Archives nationales

30 janvier
Testaments de Poilus
Lancement de la plate-forme de transcription collaborative de testaments de Poilus. Conférence, ateliers de prise en main de l'outil collaboratif, visites.

Manifestation organisée par les Archives nationales (département du Minutier central des notaires de Paris), la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, le LabEx Patrima, l'École nationale des chartes, l'université de Cergy-Pontoise et les Archives départementales des Yvelines.
Archives nationales-Paris (hôtel de Soubise et hall du CARAN, 14 h-18 h)

16 février
Architectes du Grand Siècle : du dessinateur au maître d'œuvre
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département du Minutier central des notaires de Paris) et le Centre André Chastel, en partenariat avec le Nationalmuseum de Stockholm et l'Institut suédois, à l'occasion de l'exposition *Dessiner pour bâtir. Le métier d'architecte au XVII^e^* siècle, organisée par les Archives nationales du 13 décembre 2017 au 12 mars 2018.
Archives nationales-Paris/Institut suédois

6 mars
Aux sources de l'histoire sociale, entre collectes et enquêtes
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales), le Centre d'histoire sociale de Paris 1 et l'université Paris VII1 dans le cadre des ateliers Campus Condorcet.
Maison des sciences de l'homme-Paris Nord

16 mars
Archives et territoires : duo ou duel ?
Journée d'étude organisée par les étudiants du master 2 Gestion des archives et de l'archivage de l'université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, en partenariat avec les Archives nationales, l'Association des archivistes français, les Archives départementales des Yvelines et des Hauts-de-Seine, et l'ADEDA 78.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

6 avril
Les associations de protection de la nature face à leur mémoire : amnésie ou transmission ?
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture) en partenariat avec France Nature Environnement, le comité d'histoire du ministère de la Transition énergétique et solidaire et l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement [AHPNE].
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

23 avril
Histoires partagées France/Australie. Imagination, exploration, mémoire
Colloque international organisé par les Archives nationales d'Australie en partenariat avec les Archives nationales françaises inscrit dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre et de l'inauguration de l'ANZAC Day.
Musée Picasso

16-19 mai
Les mondes de 68
Colloque organisé par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales), la Bibliothèque nationale de France et le Centre Georges-Pompidou.
16 mai : Institut national d'histoire de l'art
17 mai : Bibliothèque nationale de France-site François-Mitterrand
18 mai : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine
19 mai après-midi : Centre Georges-Pompidou

17-18 mai
Michel Rocard, Premier ministre. La « deuxième gauche » et le pouvoir, 1988-1991
Colloque organisé l'association michelrocard.org, la Fondation nationale des Sciences politiques [FNSP] et la Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif et département des Archives privées).
17 mai : Archives nationales-Paris
18 mai : Sciences Po-Paris

28 mai
La performance, l'archive et l'inarchivable
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et Mission des partenariats scientifiques et des relations internationales), en collaboration avec l'université Paris 8), dans le cadre du projet LabEx Arts-H2H « Traduire la performance/performer la traduction ».
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

29 mai
Reconnaissance par ordinateur des écritures anciennes : le projet HIMANIS
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime) en partenariat avec l'Institut de recherche et d'histoire des textes.
Archives nationales-Paris

14-15 juin
Chaillot, lieu de tous les arts
Journées d'étude organisées par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et département de l'Archivage électronique et des Archives audiovisuelles) en partenariat avec la Mission des archives du ministère de la Culture, le Théâtre national de Chaillot et l'ANR ÉCHO [ÉCrire l'Histoire de l'Oral].
14 juin : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine
15 juin : Bibliothèque nationale de France-site de Richelieu

11 septembre
Testaments de Poilus
Journée destinée à réunir les contributeurs sept mois après le lancement de la plate-forme de transcription collaborative des testaments de Poilus pour faire un point sur le projet et réfléchir aux suites à donner.
Archives nationales-Paris

17 septembre
Performance et activation des archives
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et Mission des partenariats scientifiques et des relations internationales) en collaboration avec l'université Paris 8, dans le cadre du projet Arts-H2H « Traduire la performance/performer la traduction ». Complément de la journée d'étude du 28 mai.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

2 octobre
Connaître les dénaturalisés de Vichy. La base* Dénat*, un nouvel outil et ses exploitations
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur) en partenariat avec le Mémorial de la Shoah.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

2 octobre
Un théâtre du pouvoir à l'épreuve du temps : les actes orignaux des rois mérovingiens
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime) et l'équipe THEMAM [Textes, histoire et monuments de l'Antiquité au Moyen Âge] de l'UMR 7041 ArScAn [Archéologie et sciences de l'Antiquité].
Archives nationales-Paris

10-12 octobre
L'art contemporain et le musée : du musée du Luxembourg à aujourd'hui (1818-2018)
Colloque international organisé par le musée national d'Art moderne, le musée d'Orsay et les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).
10 octobre après-midi : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine
11 octobre : Centre Georges Pompidou
12 octobre : musée d'Orsay

12 octobre
Gouverner et combattre par l'image
Journée d'étude organisée par le Service interministériel des Archives de France et les Archives nationales dans le cadre des Rendez-vous de l'histoire de Blois sur la puissance des images.
Blois, Conseil départemental

21 novembre
« Arranger les séries, défaire les fonds ». L'histoire du traitement administratif des papiers d'État aux Archives nationales face à l'interprétation historique des sources de la période moderne (premier XIXe siècle)
Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales) en collaboration avec l'université Paris 1.
Archives nationales-Paris

21 novembre
Raymond Février. Archives, histoire et mémoire d'une figure de l'INRA
Demi-journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture) en partenariat avec l'Institut national de la recherche agronomique [INRA].
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

29 novembre
Georges et Claude Pompidou : un couple présidentiel et l'art
Conférence coorganisée par les Archives nationales et l'Institut Georges-Pompidou consacrée aux rapports du couple Pompidou avec l'art.
Archives nationales-Paris

6-7 décembre
Premières rencontres professionnelles autour de la restauration. La gestion des sinistres
Rencontres organisées par les Archives nationales avec le soutien du Service interministériel des Archives de France.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

13 décembre
Archives et éducation artistique et culturelle
Journée professionnelle organisée par le Service interministériel des Archives de France et les Archives nationales, en partenariat avec le département de la politique des publics de la direction générale des patrimoines et la direction générale de l'enseignement scolaire du ministère de l'Éducation nationale.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

B) Colloques et journées d'étude accueillis par les Archives nationales et avec leur soutien

17-19 janvier
France, face et profil
Colloque international organisé par l'université François-Rabelais de Tours et l'École nationale supérieure Louis-Lumière en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture ; Mission photographie) et qui s'inscrit dans le cadre de l'exposition *Paysages français, une aventure photographique 1984-2017* (BnF-site de Tolbiac, octobre 2017-janvier 2018).
17 janvier : Bibliothèque nationale de France-site François-Mitterrand
18 janvier : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine
19 janvier : Tours-salle Ockeghem

28 mars
Les rues fantômes d'Hiroshima. Destruction, vestige, reconstruction
Colloque pluridisciplinaire organisé dans le cadre de la Semaine des Arts ayant pour thème La rue, par l'université Paris VIII et les Archives nationales avec les Archives municipales d'Hiroshima, l'Institut national des langues et des civilisations orientales [INALCO] et l'université Paris VII.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

25 septembre
Le cloître et la prison. Les espaces de l'enfermement. Lancement d'une plate-forme interactive
Soirée de présentation du webdocumentaire organisée par le LabEx HASTEC et les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur et Mission des partenariats scientifiques et des relations internationales) et le département de l'Aube.
Archives nationales-Paris

26-28 septembre
L'émigration-immigration comme « fait social total », retours sur les travaux et la pensée d'Abdelmalek Sayad
Colloque international organisé par le Centre européen de sociologie et de science politique [CESSP], l'Institut de relations internationales et stratégiques [IRIS], le Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris-Cultures et sociétés urbaines [CRESPPA-CSU], le musée national de l'histoire de l'immigration et les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).
26 septembre : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine
27-28 septembre : EHESS, 105 boulevard Raspail, 75006 Paris (amphithéâtre Furet)

16 novembre
Parler de la mer et de son histoire. La place de l'histoire maritime en France au XXIe siècle ?
Journée d'étude organisée par la Société française d'histoire maritime en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture). Complément de la journée du 22 septembre 2017 sous la forme de tables rondes.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

5 décembre
Gabriel Le Bras (1891-1970), canoniste
Journée d'étude organisée par l'École nationale des chartes, l'École normale supérieure, l'École des hautes études en sciences sociales (CéSoR) et les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales), en partenariat avec le LabEx Transfers/ENS PSL et la Société d'histoire de l'Église de France.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

C) Colloques et journées d'étude auxquels les Archives nationales ont apporté leur soutien ou leur participation

30-31 mai
Nouveaux regards sur les saisies patrimoniales en Europe à l'époque de la Révolution française
Colloque international organisé par l'Institut royal du patrimoine artistique à Bruxelles, avec une communication assurée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif).
Bruxelles, Institut royal du patrimoine artistique

11 juin
La balance et le rabot. L'équité à l'épreuve des chiffres du Moyen Âge à l'époque moderne
Journée d'étude organisée par l'Institut de recherche et d'histoire des textes, l'École nationale des chartes, le laboratoire Dynamiques patrimoniales et culturelles [DYPAC], les Archives nationales (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime), l'UMR Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société [IDHES]et l'Institut d'histoire moderne et contemporaine. Conclusion du séminaire « Administrer par l'écrit » consacré aux chiffres et à leurs usages.
Institut de recherche et d'histoire des textes

12 juin
Parcours individuels dans la Résistance
Journée d'étude organisée par le Service historique de la Défense, avec une communication assurée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif).
Vincennes, Service historique de la Défense

21 juin
Du droit des objets (à disposer d'eux-mêmes) ?
Journée d'étude organisée par le Collège de France (chaire Histoire culturelle des patrimoines artistiques en Europe, XVIIIe-XXe siècle) en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).
Collège de France (amphithéâtre Marguerite de Navarre)

26 septembre
Abbaye cistercienne de Preuilly, 1118-2018. Une redécouverte scientifique
Journée d'étude organisée par le Cerce d'étude et de recherche de l'abbaye de Preuilly avec deux communications assurées par les Archives nationales (Centre de topographie parisienne et Mission photographie).
Collège des Bernardins

17-19 octobre

Colloque organisé par l'Institut pour la photographie

Colloque qui a pour finalité d'aborder des questions liées aux enjeux actuels de la gestion de fonds photographiques, de la recherche et de la conquête des publics, avec une communication assurée par les Archives nationales (Mission photographie).

17 octobre : Roubaix, Archives nationales du monde du travail
18 octobre : Tourcoing, Le Fresnoy, Studio national des arts contemporains
19 octobre : Lille, Le Nouveau Siècle

14 novembre

Le goût de l'archive à l'ère numérique

Journée d'étude organisée par l'université du Luxembourg, l'université de Rennes 2 et l'Association des archivistes français, avec le soutien des Archives nationales.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

15 et 16 novembre

Les chartistes et l'Asie

Colloque organisé par l'École française d'Extrême-Orient et l'École nationale des chartes, avec une communication assurée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).
15 novembre : École nationale des chartes
16 novembre : École française d'Extrême-Orient

1er décembre

1918, le prix de la paix

Colloque organisé par l'Institut international d'histoire du notariat, avec une communication assurée par les Archives nationales (département du Minutier central des notaires de Paris).
Conseil supérieur du notariat

4 et 5 décembre

Frontières du temps. Archives, mémoires et créations. France et Corée contemporaines

Colloque organisé par le laboratoire de recherche EA 4010 AIAC de l'université Paris 8, en partenariat avec le laboratoire HAR EA 4414 de l'université Paris X-Nanterre, les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et Mission des partenariats scientifiques et des relations internationales) et le LabEx Arts-H2H.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

4 et 5 décembre

Sorties de guerre. De l'armistice au traité de Lausanne (1918-1923). L'état des sources

Colloque international organisé par les Archives diplomatiques et le musée de l'Armée, avec une communication assurée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif).
4 décembre : La Courneuve Centre des Archives diplomatiques
5 décembre : Paris, musée de l'Armée

11-12 décembre

1948-2018, 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Colloque en hommage à René Cassin, organisé par les Archives diplomatiques et le Conseil d'État, avec une intervention assurée par les Archives nationales (département des Archives privées).
11 décembre : La Courneuve Centre des Archives diplomatiques
12 décembre : Quai d'Orsay-hôtel du ministre

17 décembre

Archives et juridictions internationales

Première journée d'étude autour du projet ArDi [Archives et droit international] mené par le CEDIN [Centre de droit international de Nanterre] de l'université Paris Nanterre, le laboratoire Forces du droit de l'université Paris 8 et les Archives nationales, soutenu par la COMUE, avec deux communications des Archives nationales.

Université Paris X (salle des conseils)

Annexe 3 – Conférences et tables rondes

A) Cycle *Trésors du patrimoine* écrit en partenariat avec l'Institut national du patrimoine, les Archives diplomatiques et le Service historique de la Défense

18 janvier *[séance inaugurale]*
Napoléon et l'Italie
Par Samuel Gibiat (Archives nationales), Isabelle Richefort (Archives diplomatiques) et Thierry Sarmant (Service historique de la Défense)

24 mai
De l'expérimentation visuelle à la réalisation graphique : les archives du laboratoire de cartographie de Jacques Bertin, 1954-2000
Par Nadine Gastaldi (Archives nationales) et Anne-Lyse Renon (LIAS-IMM [EHESS/CNRS-UMR 8178])

14 juin
Les photographies zootechniques de la Bergerie nationale de Rambouillet, entre esthétique et norme
Par Pierre Cornu (université Lyon 2) et Henri Pinoteau (Archives nationales)

28 juin
Requiem de la souveraineté et baptême d'un trésor : entre « collection des traités » (Archives diplomatiques) et « Trésor des chartes » (Archives nationales), regard comparé sur les originaux du traité de Troyes (21 mai 1420)
Par Erwan Ramondenc (Archives diplomatiques) et Yann Potin (Archives nationales)

B) Cycle de conférences *Les débats citoyens*

8 mars
Femmes et immigration
Avec Caroline Ibos, maîtresse de conférences à l'université de Rennes 2 et chercheuse au laboratoire des études de genre et de sexualité [LEGS]/CNRS, et Anne-Cécile Caseau, doctorante en science politique à l'université Paris 8-Vicennnes–Saint-Denis et au laboratoire des études de genre et de sexualité [LEGS]/CNRS

7 juin
Être musicien allemand à Paris
avec Corinne Schneider, musicologue et productrice à Radio-France, et Karine Le Bail, historienne, chercheuse au Centre de recherche sur les arts et le langage (CNRS) et enseignante à l'École des hautes études en sciences sociales

28 juin
Polars et archives
avec Dominique Manotti et Sylvie Granottier, écrivaines

C) Cycle de conférences Retour aux sources

13 mars

Navires et marins français à la conquête des mers

sous la présidence de Philippe Henrat, de l'Académie de marine, conservateur général du patrimoine honoraire

Présentation de quatre publications :

Philippe Hrodej (dir.), *Dictionnaire des corsaires et des pirates*, Paris, CNRS éditions, 2013 ; et *Histoire des pirates et des corsaires de l'Antiquité à nos jours*, Paris, CNRS éditions, 2016

Patrick Villiers, *Jean Bart, corsaire du Roi-Soleil*, Paris, Fayard, 2013

Géraldine Barron, *Entre tradition et innovation : itinéraire d'un marin. Edmond Pâris, 1806-1893 [à paraître en 2019]*

26 juin

Musique en archives, XVIe-XVIIIe siècle

sous la présidence de Ludovic Lavigne, professeur référent Histoire des arts et éducation nationale au service éducatif des Archives nationales

Présentation de trois publications :

Laurent Guillo, *Pierre I Ballard et Robert III Ballard, imprimeurs du roy pour la musique (1599-1673)*, 2 vol., Bruxelles, Mardaga, 2003

Benoît Dratwicki, *La Musique à la cour de Louis XV. François Colin de Blamont, une carrière au service du roi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016

Christophe Maillard, *MUSEFREM, une base de données prosopographique sur les musiciens d'Église en 1790 : les musiciens de Notre-Dame de Paris*

6 novembre

De Richelieu à Mazarin

sous la présidence d'Yves-Marie Bercé, de l'Institut

Présentation de trois publications :

Françoise Hildesheimer (dir.), *Richelieu. De Luçon à La Rochelle (1618-1628)*, La Roche-sur-Yon, Centre vendéen de recherches historiques, 2018

Jean-Marie Constant, *C'était la Fronde*, Paris, Flammarion, 2016

Olivier Poncet, *Mazarin l'italien*, Paris, Tallandier, 2018

D) Cycle de conférences Aide à la recherche

13 février

Les actes des rois de France au XVIe siècle

Par Roseline Claerr, CNRS/Centre Roland-Mousnier, Commission des ordonnances des rois de France

10 avril

Les sources de l'histoire des architectes à l'époque moderne aux Archives nationales

Par Alexandre Cojannot, département du Minutier central des notaires de Paris, commissaire de l'exposition *Dessiner pour bâtir*

15 mai
Comment trouver une carte ou un plan aux Archives nationales ?
Par Nadine Gastaldi, chargée de la Mission cartes et plans

5 juin
Archives nationales : participez aux projets collaboratifs !
1. Les naturalisations, par Annie Poinsot et Céline Deletang, département de la Justice et de l'Intérieur

2. Les Ponts et chaussées par Stéphane Rodriguez-Polti, département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture

E) Cycle de conférences *formations du mardi*

9 janvier
L'Armoire de fer
Par Yann Potin, département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales

6 février
Les archives des services du Premier ministre
Par Bénédicte Fichet, Noémie Latte et Vivien Richard, département de l'Exécutif et du Législatif

13 février
Les naturalisations
Par Céline Delétang, Thomas Lebée et Annie Poinsot, département de la Justice et de l'Intérieur

13 mars
Le Guide des sources de l'histoire des familles
Par Ségolène de Dainville-Barbiche, conservateur général (h.), auteur de l'ouvrage

15 avril
Les fonds du ministère de l'Intérieur
Par Violaine Challéat-Fonck, département de la Justice et de l'Intérieur

26 juin
Annotations collaboratives dans les fonds des naturalisations et ceux des Ponts et Chaussées
Par Annie Poinsot, département de la Justice et de l'Intérieur, et Stéphane Rodriguez-Spolti, département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture

11 septembre
Les archives de la police (F7 et les fonds restitués par la Russie)
Par Émilie Charrier, département de la Justice et de l'Intérieur

2 octobre
Les procédures de dérogation, déclassification et d'extrait portant sur les fonds Intérieur et Outre-mer
Par Violaine Challéat-Fonck et Gilles Le Berre, département de la Justice et de l'Intérieur

16 octobre

Les archives privées

Par Isabelle Aristide, département des Archives privées

6 novembre

Les notaires aux XIXe et XXe siècles à travers les fonds du Minutier central des notaires de Paris et les sources complémentaires conservées à Pierrefitte-sur-Seine

Par François Chancerel et Melisa Locatelli, Minutier central des notaires de Paris, et Cyprien Henry, département de la Justice et de l'Intérieur

20 novembre

Mieux chercher dans les ressources du pôle image et de la photothèque

Par Céline Gaudon, département de la Conservation

4 décembre

Souvenirs d'un documentaliste à la Section contemporaine

par Jean Pouëssel, département du Minutier central des notaires de Paris

11 décembre

L'histoire des musées

Par Pascal Riviale, département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales

F) Cycle de conférences de la Société française d'onomastique

19 mars

La recherche toponymique en Roumanie. Évolution et résultats

Par Daniela Butnaru (Institut de philologie roumaine « A. Philippide » de Iaşi)

14 juin

La nomination des personnages : discours et théorie(s) des romanciers du XIXe siècle

Par Claire Le Guillou (université de Brest/Centre d'étude des correspondances et journaux intimes)

20 novembre

Les choix toponymiques du romancier Jean Giono

Par Jean-Claude Bouvier (Aix-Marseille Université)

G) Rencontre organisée dans le cadre de l'exposition *Hibakusha. Dessins des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki*

28 mars

Les rues fantômes d'Hiroshima. Destruction, vestige, reconstruction
Colloque pluridisciplinaire organisé dans le cadre de la Semaine des Arts dont le thème est cette année La rue, par l'université Paris 8 et les Archives nationales avec les Archives municipales d'Hiroshima, l'INALCO et l'université de Paris 7.
Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

21 septembre

Témoignage d'une hibakusha, Madame Yoshiko Kajimoto.

H) Rencontre organisée dans le cadre de l'exposition *Rappelle-toi Barbara*

11 octobre
En ouverture de l'exposition, rencontre autour de témoignages oraux au féminin et du souvenir de la Seconde Guerre mondiale ; sur leur captation par l'enregistrement audiovisuel et les problématiques soulevées par cette approche, avec

- Hélène Fleckinger, maîtresse de conférences en cinéma à l'université Paris 8, responsable de Bobines féministes, plate-forme éditoriale de films,
- Patricia Gillet, responsable du pôle Seconde Guerre mondiale au département de l'Exécutif et du Législatif aux Archives nationales,
- Martine Sin Blima-Barru, responsable du département de l'Archivage électronique et des archives audiovisuelles aux Archives nationales et commissaire scientifique de l'exposition *Rappelle-toi Barbara*,
- Lise Trèves dont le témoignage figure dans l'exposition,
- et Annette Wieviorka, historienne, directrice de recherches au CNRS

Annexe 4 – Prêts aux expositions

34 dossiers ont été instruits pour des expositions ayant lieu en 2018 et 287 documents prêtés.

19 dossiers ont été ouverts pour des expositions ayant lieu en 2018/2019
(173 documents concernés au 31 décembre 2018)

Parmi les prêts notables, on peut citer :

78 documents prêtés pour l'exposition *Histoire(s) d'une collection*
(Paris, musée national d'Art moderne-Centre Georges-Pompidou)

61 documents prêtés pour l'exposition *Images en lutte (1968-1974). La culture visuelle de l'extrême gauche* (Paris, École nationale supérieure des beaux-arts)

15 documents prêtés pour l'exposition *Guernica* (Paris, musée Picasso)

14 documents prêtés pour l'exposition *Georges-Henri Rivière. Voir, c'est comprendre*
(Marseille, Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée)

13 documents prêtés pour l'exposition *Belles plantes ! Modèles en papier mâché du docteur Auzoux*
(Rouen, musée de l'Éducation)

11 documents prêtés pour l'exposition *Maîtres², Marnotte et Miquel au pied du mur*
(Besançon, musée des Beaux-Arts)

10 documents prêtés pour l'exposition *America ! La Maison d'Orléans et les États-Unis 1778-1895*
(Chantilly, musée Condé)

9 documents prêtés pour l'exposition *Louis-Philippe et Versailles* (Versailles, château)

8 documents prêtés pour l'exposition *Mondes tziganes. Une histoire photographique, 1860-1980*
(Paris, Cité nationale de l'histoire de l'immigration)

7 documents prêtés pour l'exposition *À l'Est, la guerre sans fin, 1918-1923* (Paris, musée de l'Armée)

6 documents prêtés pour l'exposition *L'art du chantier. Construire et démolir, XVIe-XXIe siècle*
(Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine)

6 documents prêtés pour l'exposition *Napoléon stratège* (Paris, musée de l'Armée)

5 documents prêtés pour l'exposition *Louis-Philippe à Fontainebleau* (Fontainebleau, château)

4 documents prêtés pour l'exposition *1704, Vélez-Malaga ? Quand la bataille se déroule…* (Vincennes, Service historique de la Défense)

4 documents prêtés pour l'exposition *Pathelin, Cléopâtre et Arlequin. Le théâtre dans la France de la Renaissance* (Écouen, musée national de la Renaissance)

4 documents prêtés pour l'exposition *De l'Asie à la France libre. Joseph et Marie Hackin, archéologues et compagnons de la Libération* (Paris, musée de l'ordre de la Libération)

4 documents prêtés pour l'exposition *Mai 1968. L'architecture aussi !* (Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine)

4 documents prêtés pour l'exposition *Georges Clemenceau, un « Tigre au Palais Bourbon »* (Paris, Assemblée nationale)

3 documents prêtés pour l'exposition *Savants et croyants. Les juifs d'Europe du Nord au Moyen Âge* (Rouen, musée des Antiquités)

2 documents prêtés pour l'exposition *Nicolas Baudin* (Canberra, National Museum of Australia ; Perth, Western Australian Museum)

2 documents prêtés pour l'exposition *Byzanz und der Western. 1000 Vergessene Jahre* (Allemagne, Schallaburg, Kulturbetriesges)

2 documentsprêtés pour l'exposition *L'Empire des roses* (Lens, musée du Louvre-Lens)

2 documents prêtés pour l'exposition *Non, sire ! C'est une révolution. Les vies du duc de La Rochefoucauld-Liancourt* (La Roche-Guyon, château)

2 documents prêtés pour l'exposition *E figure di a Corsica. Symboles, emblèmes et allégories* (Corte, musée de la Corse)

1 document prêté pour l'exposition *Oliba episcopus* (Espagne, Vic, Museu episcopal)

1 document prêté pour l'exposition *New Orleans. The Founding Era* (États-Unis, La Nouvelle-Orléans, The Historic New Orleans Collection)

1 document prêté pour l'exposition *Naissance et renaissance du musée Crozatier, 1868-2018* (Le Puy, musée Crozatier)

1 document prêté pour l'exposition *Sur les murs. Histoire(s) de graffitis* (Vincennes, château)

1 document prêté pour l'exposition *Exhibiting the exhibition/Ausstellen des Ausstellens* (Allemagne, Baden-Baden, Staatliche Kunsthalle)

1 document prêté pour une présentation aux Assises de la citoyenneté réunies par le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine (Rennes, Hôtel de Ville)

Parmi les prêts remarquables figurent un papyrus mérovingien (Autriche), un carreau de plâtre portant des graffitis provenant du camp de Drancy (Vincennes) et une motion autographe de La Fayette relative à la Déclaration des droits de l'homme (Rennes).

Parmi les pays étrangers figurent l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'Espagne et les États-Unis. Il est à noter que s'est achevé le périple australien des documents prêtés depuis 2016 pour la grande exposition itinérante consacrée au navigateur Nicolas Baudin (Australie et Tasmanie).

Annexe 5 – Publications

A) Catalogue d'exposition

68, les archives du pouvoir, sous la direction d'Emmanuelle Giry et de Philippe Artières, Paris, L'Iconoclaste/Archives nationales, 2018, 303 p.

B) Instrument de recherche

Papiers René Brouillet (1909-1992) [110AJ], répertoire numérique détaillé par Vivien Richard (dir.), avec Marine Bourguignaud, Bénédicte Fichet, Noémie Latte et Marianne Mercier, Pierrefitte-sur-Seine, 2018, 258 p.

C) Publications auxquelles les Archives nationales ont apporté leur soutien

Potin (Yann), Rinuy (Paul-Louis) et Roullier (Clothilde) [dirs.], *Archives en actes. Arts plastiques, danse, performance*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2018, 297 p.

Cette publication est la synthèse d'un chantier de recherche intitulé « Replay, restitution, recréation… Pour une typologie de la reprise des archives », mené conjointement, entre 2015 et 2017, par cinq institutions : les Archives nationales, le Centre national des arts plastiques, le Centre national de danse contemporaine-Angers, l'université Paris 8 et l'École nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy, sous l'égide du Labex Arts-H2H. Ont été sélectionnées une partie des contributions aux journées-atelier organisées en avril et juin 2015 au Cnap et au CNDC, à la journée d'étude organisée en novembre 2015 aux Archives nationales, au séminaire « Le corps et ses corpus : jeu et rejeu d'archives, œuvres disparues et création contemporaine », qui s'est tenu en 2016 aux Archives nationales et au ministère de la Culture, ainsi qu'au colloque « Archives, disparition, recréation : jeu et rejeu dans les arts », qui s'est tenu aux Archives nationales en juin 2017.

Becdelièvre (Véronique de), *Claude Guillaume Lambert. Du Parlement au contrôle général. Itinéraire d'un grand commis (1726-1794)*, Ferney-Voltaire, Éditions Honoré Champion, 2018, 388 p. (Collection Histoire et archives)

Cette étude sur la carrière du dernier contrôleur des finances de l'Ancien Régime repose sur l'exploitation de fonds d'archives essentiellement conservés aux Archives nationales.

D) L'inédit du mois pour le magazine *Historia* (édition en ligne)

Février. *Cartier fils, tapissier des souverains*. Projet de tapis issu de l'album de Cartier fils (CP/AB/XIX/*/4414/7, folio 13), par Aurélie Peylhard (Mission cartes et plans).

Mars. *Un plan de Turin de 1818*. Plan de Turin extrait de la collection de documents figurés recensés dans les fonds de la Secrétairerie d'État consulaire et impériale (AF/IV/331, plaquette 2411, pièce 186), par Cécile Robin (département de l'Exécutif et du Législatif)

Avril. *La cathédrale de Bayonne retrouve sa Vierge*. Projet de restitution de la statue de la Sainte Vierge [de la cathédrale de Bayonne], par Sainte-Anne Louzier, architecte diocésain, 24 juillet 1898 (CP/F/19/7635, plan 12), par Maïwenn Bourdic (département de la Justice et de l'Intérieur)

Mai. *Le pont Alexandre III, une prouesse technique au service de l'esthétisme*. Perspective du pont Alexandre III, ébauche sur papier calque [vers 1895-1896], restaurée en 2016 (CP/F/12/4445/M/1, pièce 3), par Magalie Bonnet (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture)

Juin. *L'Afrique dans la Grande Guerre*. Les photographies de la mission de recrutement Diagne en 1918. Blaise Diagne et le roi du Mossi Koom II (Ouagadougou, 9-16 mai 1918) [110AP/2/2], par Zénaïde Romaneix (département des Archives privées)

Juillet-août. *1968 : quand Pompidou « démissionne »*. Lettre de Georges Pompidou au général de Gaulle le 30 mai 1968 et du général de Gaulle à Georges Pompidou le 10 juillet 1968 (555AP/NC), par Bénédicte Fichet er Vivien Richard (département de l'Exécutif et du Législatif)

Septembre. *Henri Beyle et le globe de Mentelle*. Procès-verbal de réception par Henri Beyle, auditeur au Conseil d'État, d'un globe terrestre d'Edme Mentelle, 1811 (O/2/536, dossier 10, pièce 8), par Arnaud Romont et Cécile Robin (département de l'Exécutif et du Législatif)

Octobre. *De l'hôtel d'Évreux au Palais de l'Élysée.* Vente de l'hôtel d'Évreux par Godefroy Charles Henri de La Tour d'Auvergne, prince de Turenne, à Jeanne Antoinette Poisson, marquise de Pompadour, le 24 décembre 1753 (MC/ET/CVII/475), par Évelyne Van den Neste (Archives de la présidence de la République)

Novembre. *Enfin la Paix !* Dessin de Charles de La Rivière, représentant un Poilu, septembre 1917 (771AP/1), par Isabelle Aristide-Hastir (département des Archives privées)

Décembre. *Mais qui était Madame Nadar ?* Testament de Madame Nadar déposé le 29 avril 1909 (MC/ET/XCIII/1235), par Marc Durand (département du Minutier central des notaires de Paris)

Annexe 6 – Exécution budgétaire

Titre	Nature de la dépense	AE	CP
Fonctionnement	Bâtiment et domaine (entretien, maintenance, gardiennage, nettoyage des sites)	5 038 710,03	6 589 278,17
	Administration (copieurs, frais divers, matériels divers…)	1 199 774,88	1 139 542,34
	Conservation	645 756,54	473 363,01
	Accueil du public/Valorisation des collections	896 565,76	820 006,36
	Gestion sinistre de Fontainebleau	2 756 651,49	920 173,91
Total fonctionnement		**10 537 458,70**	**9 942 363,79**
Investissement	Système d'information archivistique maintenance	604 022,52	602 071,21
	Système d'information archivistique évolutions courantes	319 946,40	274 313,96
	Adamant (études, assistance, projet)	64 590,81	124 624,58
	Adamant (infrastructure, développement)	3 403 532,75	2 885 968,56
	Numérisation, microfilmage et dématérialisation des IR	268 002,87	282 136,28
	Travaux de mise à niveau site de Paris (MOA AN)	1 714 621,58	987 430,24
	Parachèvement du bâtiment site de Pierrefitte-sur-Seine	118 309,41	123 427,21
	Équipements courants	42 253,20	-
	Rénovation monuments historiques	299 991,11	299 991,11
Total investissement		**6 835 270,65**	**5 579 963,15**
Total titre 3 et 5		**17 372 729,35**	**15 522 326,94**